

hebdomadaire  
2137-609-8,00 F  
LIBERTÉ  
ÉGALE  
FRATERNITÉ

le monde

ISSN 0026-9433

# libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°609 JEUDI 6 MARS 1986 8,00 F



# Contre les politiciens **ABSTENTION**

F°P. 2520



# communiqués débats

• **GARD**  
Le groupe libertaire du Gard entame une campagne contre les élections et pour la gestion directe. Nous tenterons, au moyen de tracts et affiches, de sensibiliser le public sur ces problèmes.  
L'aboutissement de cette campagne sera une « fête », carrefour de rencontres et d'échanges, organisée le 16 mars. Nous demandons à tous les sympathisants de nous rejoindre. Ecrire à A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• **TOULON**  
Contre la venue de Le Pen à Toulon, contre le racisme et le fascisme, le groupe Région toulonnaise et le Collectif antiraciste et antifasciste organisent une manifestation le vendredi 14 mars, à 18 h 30, place de la Liberté, à Toulon.

• **ARIÈGE**  
Un individuel sur la région de l'Ariège cherche à prendre contact avec des personnes sur Pamiers, Foix, Lézat-sur-Lèze, Axe-les-Thermes. Ecrire aux relations intérieures qui transmettront.

• **PERPIGNAN**  
Le groupe Puig-Antich de la F.A. s'est doté de locaux spacieux dans le centre ville, au 2 bis/2 ter, rue Théodore-Guiter.

Une salle de réunion, pouvant abriter conférences, meeting-débats, expositions, etc., représente l'élément principal du centre libertaire. Une salle technique, adaptée à la confection d'« Infos et analyses libertaires », une librairie et une pièce pour les archives complètent avantageusement l'ensemble.

La librairie sera ouverte les après-midis des lundis, mercredis, vendredis et samedis, dans un premier temps de 15 h à 19 h. Un grand choix de livres et revues sera proposé au public et nous lui offrirons un échantillonage beaucoup plus complet de titres, par l'intermédiaire du catalogue de la librairie du Monde libertaire.

Une bibliothèque fonctionnera parallèlement à la vente en librairie. Un centre de documentation « archives anarchistes » sera à la disposition des lycéens, étudiants, historiens et chercheurs désireux de connaître ou de travailler sur le mouvement libertaire local, national ou international (notamment espagnol). Les archives pourront être consultées sur place, dans des conditions d'accueil très agréables.

L'animation du centre embrassera tous les aspects de l'intervention anarchiste : sociaux, culturels et politiques... Dès à présent, nous envisageons pour mars et avril 1986 de tenir (les dates seront communiquées ultérieurement :

- un débat contradictoire sur le thème « Les anarchistes face à la crise : quelles solutions ? Les anarchistes face aux élections : quel refus ? » le samedi 8 mars 1986 ;
- une exposition de livres et revues anarchistes, avec un débat autour du livre « Les dossiers noirs... » ;
- un débat sur les luttes ouvrières et les origines du 1<sup>er</sup> Mai, avec un film sur la conduite d'une grève exemplaire dans le Livre rouennais (fin avril 1986).

Dans l'immédiat, nous invitons tous nos amis, tous les sympathisants de l'anarchisme dans les Pyrénées-Orientales, à venir au pot d'inauguration qui sera servi dans les locaux le samedi 1<sup>er</sup> mars à partir de 17 h.

Un dernier petit mot : notre librairie s'appellera « Infos ».

• **MONTREUIL**  
Meeting « Les anarchistes face aux élections » organisé par les groupes de Montreuil/Rosny et Sevran/Bondy. Le 8 mars, à la Maison ouverte de Montreuil, à 20 h 30, au 17, rue Hoche (métro : Mairie-de-Montreuil).

• **ANGERS**  
Le groupe Elisée-Reclus organise une conférence-débat le jeudi 13 mars à 20 h 30 au C.A.D., 43, place Grégoire-Bordillon, Angers. Thème de la conférence : « Autogestion et fédéralisme ».

• **AUBENAS**  
Le groupe d'Aubenas organise une réunion publique à l'occasion des législatives du 16 mars. Le thème de ce meeting : « Face aux élections, une seule attitude : l'abstention révolutionnaire ». Venez nombreux, d'accord ou pas, discuter avec les anarchistes de leurs propositions pour une société libertaire. Aubenas, le 12 mars, à 20 h 30, salle Marcel-Gimond.

• **ARGENTEUIL**  
Le groupe Kropotkine organise une réunion publique le samedi 8 mars, à 15 h, sur le thème : « Face aux élections, imposons la gestion directe ! », à son local, 32, rue Ary-Sheffer, 95100 Argenteuil.

• **LAVAL**  
La liaison Laval organise une réunion-débat jeudi 13 mars, à 20 h 30, sur le thème « 16 mars 1986 : quelle alternative au vote ? », au F.J.T. du Pont-de-Mayenne (entrée au 102, rue du Pont-de-Mayenne, salle au rez-de-chaussée).

• **PARIS**  
Des groupes de la région parisienne organisent dimanche 16 mars « 5 h non stop : Agir pour l'anarchisme », de 14 h à 19 h, à l'Agéca, 177, rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>. Des débats : « Le bilan de la gauche », « Le Front populaire », « Quelles luttes aujourd'hui ? » ; des projections de films et de diapos ; meeting... (entrée libre).

**5 HEURES NON-STOP**  
**AGIR POUR L'ANARCHISME**  
LE 16 MARS - 14 H A 19 H  
à l'AGÉCA - 177, rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>  
Débats... Projections films... Meeting  
Fédération anarchiste

Autocollant disponible : 50 exemplaires, 10 F.

• **PARIS**  
La commission propagande des Relations intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

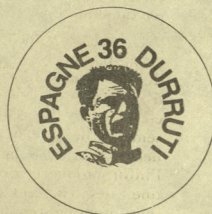
Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ». Prochain cours : « Comment lutter aujourd'hui ? », par Yves Peyraud, mardi 11 mars, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

# éditions

• **CASSETTE**  
De nouveau disponible... Le groupe Région toulonnaise diffuse une cassette de chansons anarchistes internationales (Italie, Espagne, Allemagne, Argentine, Suisse, Etats-Unis, France, en yiddish). Durée : une heure. Prix : 55 F (port compris). Chèques à l'ordre de Bruno Nappi et à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• **AMIENS**  
Après quelque temps de sommeil, le groupe anarchiste d'Amiens reprend ses activités militantes. Il a maintenant un nouveau journal « Bitume ». Le n°1 est en vente à la librairie du Monde libertaire ou par correspondance : G.A.A., B.P. 7, 80330 Longueau. L'abonnement est de 40 F pour six numéros. Soutenez-nous, abonnez-vous ! Vous pouvez contacter les militants du G.A.A. sur le marché le samedi matin de 10 h à 12 h.

• **BADGE**



Le groupe Florès-Magon (Paris 12<sup>e</sup>) vient d'édition un badge : « Espagne 36, Durruti », disponible pour le prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.

• **AFFICHE**

Le groupe de Brest vient d'édition une affiche anti-électorale, 1 F l'unité pour toute commande supérieure à 50 exemplaires.



• **BROCHURE**

Le groupe Florès-Magon (Paris 12<sup>e</sup>) vient d'édition une plaquette intitulée « Sur l'université », en vente au prix de 7 F à la librairie du Monde libertaire.

• **BADGE**

La liaison de Bourgoin vient d'édition un badge « Vive l'anarchie. Mieux que ça ! » (dessin de Reiser), disponible au prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.



Vous pouvez aussi le commander à « Contre-Courants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. On y trouve également des briquets noirs « A (cerclé) contre vents et marées » (15 F).

• **AUTOCOLLANTS**

Le groupe de Paris 15<sup>e</sup> a édité deux autocollants sur le thème de l'abstention révolutionnaire aux élections, ils sont disponibles à la librairie du Monde libertaire : 0,50 F l'unité, 10 F les 50 exemplaires.

NI GAUCHE MORIBONDE  
NI DROITE REVANCHARDE  
**abstention révolutionnaire**  
gestion directe !  
FEDERATION \* ANARCHISTE



• **BROCHURE**

La commission propagande des relations intérieures vient d'édition une brochure de propagande abstentionniste à l'occasion des élections du 16 mars.

Prix : 15 F. Pour toute commande : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

VOTER, C'EST ABDQUER  
**ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE**  
Thierry ROSILLI - Maurice ROYELX  
Rafael ROSILLI - Sébastien BANGDA  
Jean-Marc BANAUD - Georges MANREDONIA  
Labor pour la Commission - Propagande - de Relations Intérieures de la Fédération anarchiste

# sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Elections ? Abstention !, Editorial — PAGE 4 : C.G.T. et répression syndicale, Grève de la faim à l'A.D.D.C.P., Gibert-Jeune (suite) — PAGE 5 : Agresion dans le 19<sup>e</sup>, Réfugiés italiens, France : terre d'asile ?, Squatt de la Croix-Rouge — PAGE 6 : Journée internationale des femmes, Femmes du Maghreb, Troisième enfant ? — PAGE 7 : Haiti, XXVII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste d'Union soviétique — PAGE 8 : Tchad, Libye, France..., Philippines — PAGE 9 : Prisons en Belgique, Etats-Unis : grève à Watsonville — PAGE 10 : Cinéma, Théâtre, Notes de lecture, Musique — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Radios libres à Poitiers, Un artiste agressé, Théâtre, Note de lecture — PAGE 12 : Bilan de l'immigration depuis 1981.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste



# Elections ? ABSTENTION !

« GAUCHE-DROITE, gauche-droite, gauche-droite... » : les électeurs marchent au pas ! A la cadence d'un scrutin tous les deux ans, quand ils ne sont pas plus rapprochés, la spirale de la « représentativité » dite démocratique enveloppe le corps électoral. Ceux qui refusent la mascarade des élections sont nombreux, très nombreux. Les anarchistes s'y trouvent au premier rang. Ils rejettent le système électoral pour différentes raisons.

## L'électoratisme, source d'inégalités

Basée sur le prétendu principe « un homme égal une voix », la représentation parlementaire a de tout temps démenti cette maxime ! Le corps électoral est formé dans sa très grande majorité de familles d'origine ouvrière ou issue de la petite paysannerie. Les députés, sénateurs et conseillers divers... (les édiles) viennent pour l'essentiel de la bourgeoisie (financière ou intellectuelle), tous partis confondus.

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les partis de gauche — marxistes — qui ont, à l'inverse des anarchistes, accepté le principe de la participation aux élections, n'ont pas réussi à modifier d'un iota cette source d'inégalités. Pire, ils ont apporté la caution de « gôche » à cette mascarade qui a pour but de donner l'illusion de la liberté, du choix « conscient et individuel » ; mais qui, en fait, pérennise dans ses fondements ce système inique.

La classe ouvrière, en se rendant aux urnes, n'a fait que forger ses propres chaînes. Délaisant le terrain de la lutte sociale, économique, culturelle, anti-étatique, elle s'est rendue avec armes et bagages aux isolements de la bourgeoisie régnante.

Guidés par de mauvais conseillers, qui ne voyaient dans cette participation que leurs propres intérêts (et qui en ont même tiré de bonnes royalties !), les exploités ont désappris peu à peu à lutter pour le seul but digne de considération : la révolution sociale et l'avènement d'un monde où l'exploitation aura été abolie !

## Le système électoral pérennise le système politique

Dans ce sens, les syndicats, organisations spécifiques des travailleurs, ont laissé le champ libre aux partis politiques. Ces derniers règnent de nos jours sans partage à coups de démagogie et d'ambiguïté. Les antagonismes ont été gommés, le radicalisme révolutionnaire s'est estompé. Ils se trouvent aujourd'hui relégués au rayon des accessoires vieillots, remplacés sous les feux de la rampe par une participation frileuse au cir-

que des politiciailleries. Les syndicats réformistes ont fait lit de la social-démocratie.

Les lois qui régissent le cours de notre vie — lois édictées par des institutions bourgeoises — délimitent une fois pour toutes le champ de nos activités. Les quelques retouches apportées ici et là n'ont modifié en rien le paysage qui nous est imposé.

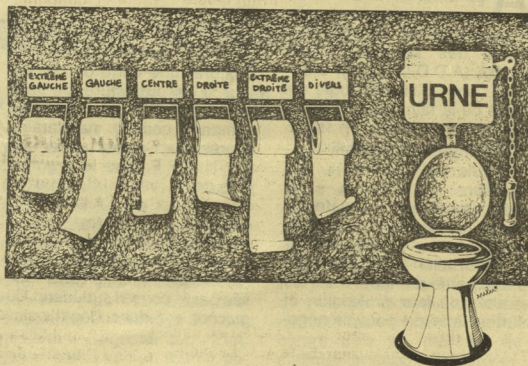
Un exemple : nos parents ou grand-parents se battaient au début du siècle (congrès d'Amiens, grèves générales, etc.) pour l'obtention de la semaine de travail à quarante heures. En 1986, à l'heure de l'informatique et de la robotique, des avancées technologiques, nous en sommes à 39 heures !

Le progrès technique n'a pas libéré l'homme (ou si peu), il a surtout permis aux capitalistes d'augmenter leurs marges béné-

ries socio-professionnelles pour parler le langage d'aujourd'hui : les artisans, les agriculteurs, les cadres, les fonctionnaires, les commerçants, les employés, les salariés, etc.

Chaque groupement politique y va de son discours laudateur. Et, derrière, se trament les véritables desseins ! Etre demain au pouvoir pour faire appliquer des politiques qui favorisent les groupes de pression en vue, les tenants de la finance... L'individu, dans tout cela, perd totalement sa possibilité de critique et d'intervention.

A trop s'en remettre aux professionnels de l'idéologie de domination, l'individu se trouve pieds et poings liés avec en prime, lorsqu'il se rebiffe, le « mais pourquoi gueuler, puisque tu nous as choisis ? ». Comme dirait le poète, « la politique est quelque chose



ficiaires, sans honte aucune. Le vote, dans ce contexte, n'est que l'expression dérisoire d'un espoir hypothétique de changement, alimenté continuellement par les sociaux-démocrates de tout crin.

L'enjeu véritable en 1986 est bien évidemment l'abandon de ce « réflexe républicain » qui veut que tout changement passe obligatoirement par le Parlement. Cette antichambre de la magouille et de l'injustice n'a accouché pour ainsi dire que de lois sclérotées. Les nantis n'ont jamais eu à s'en plaindre ! Quels qu'aient été les gouvernements en place !

Les seules victoires ouvrières ont été marquées par l'émergence des luttes autonomes et d'affrontements avec la bourgeoisie (de droite ou de gauche), ailleurs que dans les bureaux de vote.

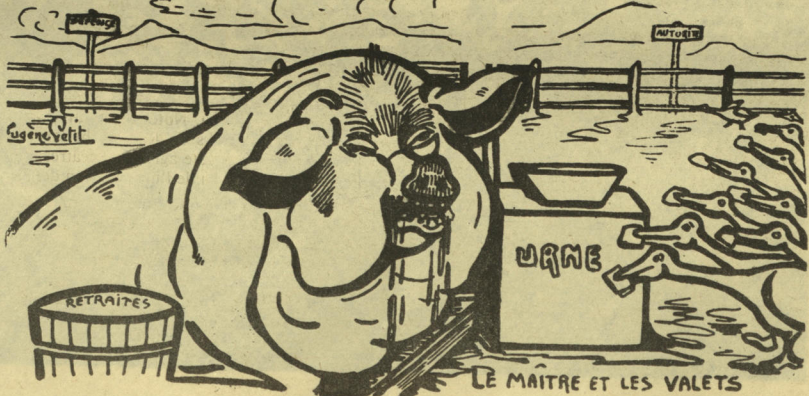
## Le système électoral nie l'individu

Comme nous l'avons souligné, l'électoratisme tend à noyer l'individu dans une « massification » outrancière. Quels que soient leurs slogans et leurs promesses, tous les partis s'accordent à penser que dans les périodes d'élections, le « citoyen » doit être caressé dans le sens du poil. Le citoyen ? Pas tout à fait, plutôt les diverses catégo-

de bien trop important pour que nous la laissions aux mains des politiciens ».

Pour tous ceux qui ont encore quelques réticences, il nous paraît bon de rajouter que l'électoratisme, digne rejeton du système qui l'a secrété, n'est en fait que magouilles et tripotouillages. Il est inutile d'insister sur les fraudes électorales inhérentes à tous les scrutins et à tous les partis.

Ce qui est particulièrement scandaleux, c'est d'accepter de participer à ce cirque quand on sait que des découpages savants (scrutin majoritaire à deux tours) ou des pourcentages finement calculés (scrutin propor-



## Editorial

QUAND les anarchistes parlent de « cirque électoral », c'est vraiment le terme exact. On assiste à un spectacle, et l'on va voter non plus pour des idées, des propositions, mais pour ceux qui ont accompli leur numéro avec le plus de brio.

Cette fois, avec la campagne électorale des législatives, on touche au summum de la connerie. Qu'on en juge... Pour la première fois, la presse n'interroge plus les hommes politiques pour qu'ils exposent leurs options, mais pour leur demander pourquoi la campagne électorale cuvée 1986 est si médiocre ! Exactement comme si on allait interviewer les clowns d'un cirque pour qu'ils donnent leur avis sur la pauvreté d'un spectacle, ou des acteurs sur l'échec d'un navet.

Et la presse de se lamenter sur le manque d'esthétisme des affiches de l'un ou la façon de parler de l'autre. Et les politiciens de tous bords de répondre : la campagne électorale est ennuyeuse, ringarde, etc., parce que les « autres » refusent d'aborder les « vrais problèmes », à savoir le chômage, les libertés, la sacro-sainte insécurité... Arrivant ainsi, hélas !, à faire oublier aux « chers » électeurs qu'eux-mêmes ont depuis longtemps fait le silence sur des problèmes auxquels ils sont absolument incapables d'apporter des solutions.

Soyons sérieux ! Si les élections pouvaient changer quoi que ce soit, il y a longtemps qu'elles seraient interdites ! Pour changer vraiment la vie, votons pour nous-mêmes et agissons quotidiennement là où nous vivons, dans nos quartiers, nos entreprises, nos lycées, etc. Agir plutôt qu'élire !

tionnel à la plus forte moyenne) permettent la sur-représentation pour certains au détriment des autres, qui passent purement et simplement à la trappe...

## En conclusion

Que le vote soit l'injustice instituée n'a rien pour nous étonner. Que certains courants dits « socialistes » ou issus de la social-démocratie participent à la foire, nous trouvons cela logique. Mais qu'on nous tienne un discours moralisateur sur la participation ou la non-participation au cirque électoral, cela dépasse les bornes du tolérables !

Qu'ont-ils à nous présenter, tous ces donneurs de leçons de la droite ou de la gauche, comme garantie d'efficacité, de justice, dans ce système de représentativité dépassé et passablement nauséabond ? Ne font-ils pas que le jeu du pouvoir, ceux qui en 1986, vous appellent à voter encore et toujours pour que des changements s'opèrent alors qu'ils ont eu tout le temps de les mettre en pratique ?

De 1958 à 1981, nous avons eu l'opposition actuelle aux affaires, avec son cortège d'injustices, d'intolérances, de démagogie et de défense des intérêts financiers. Depuis 1981,

nous avons la majorité de gauche (avec les communistes au gouvernement jusqu'en 1984) qui a conduit une politique sensiblement identique que celle de ses prédécesseurs. Politique avantageuse pour les financiers et les investisseurs.

Le Front national est venu se mêler au jeu, aidé de manière directe ou indirecte, par les discours sécuritaires et les prises de position sur l'immigration, tenus par les gouvernants d'hier et d'aujourd'hui. Opposition, majorité et autres comparses se rejoignent dans l'urne bourgeoise et nationale. Ils n'ont plus rien à proposer.

Seule l'autogestion généralisée permettra la gestion directe de nos propres affaires. Dans les domaines sociaux, économiques, culturels et autres, les libertaires proposent une intervention directe des individus et groupes afin de maîtriser nos choix et décisions sans intermédiaires. Les seuls « mandats » envisagés doivent pouvoir être révocables à tout moment.

La société égalitaire et conviviale ne peut se faire qu'à ce prix. Nous montrerons ainsi à nos politiciens véreux que nous ne sommes pas dupes des magouilles qu'ils nous servent.

GR. PUIG-ANTICH  
(Perpignan)



## en bref...en bref...

• Le Collectif contre la symbiose Armée-Education (région parisienne) organise une projection-débat sur le thème : « Le retour du civisme », vendredi 7 mars, à 20 h 30, à la Bourse du Travail de Montreuil (place Benoit-Frachon, métro Mairie-de-Montreuil).

• Le collectif Villetaneuse de la C.L.E.-A. organise une réunion lundi 10 mars, de 10 h à 12 h, dans le bâtiment Lettres de l'université de Villetaneuse (gare d'Epainay-sur-Seine) sur le thème : « Les anarchistes et les élections ».

• Le n°11 de la revue poétique et littéraire « Carte noire » vient de paraître. Au sommaire : Gilbert Lyon, Marie Huot, Nadine Agostini, J.-L. Rambour, des livres et des revues... Pour tous renseignements : « Carte noire », 12, rue Marnata, 83000 Toulon.

• Le Collectif antiraciste de L'Hay-les-Roses organise une rencontre dimanche 9 mars, de 14 h à 20 h, au Gymnase de l'École du jardin parisien, rue Jules-Ferry, L'Hay-les-Roses. Au programme : débat avec la participation de Paul Oriol ; spectacle avec l'association culturelle des jeunes maghrébines de Sarcelles, Serge Utgé-Royo, Fabienne Elkoubi ; stands d'informations, animation vidéo... Une exposition sur le thème : « Les enfants de l'immigration » est présentée tous les jours, du 5 au 23 mars, de 14 h à 20 h, au Centre culturel de L'Hay-les-Roses, 34, rue Jean-Jaurès. Pour tous renseignements : Collectif antiraciste, 5, rue Gabriel-Péri, 94240 L'Hay-les-Roses.

• Alain Souche qui passait en procès à Lyon, le 28 février, pour insoumission totale (voir M.L. n°608), a été condamné à une peine de quatre mois de prison avec sursis. Gilles Recochet, qui devait être jugé à la même audience, a vu son procès reporté au 21 mars (à cause de la non-confirmation officielle de sa réforme).

APRÈS avoir fait les gros titres de la presse pendant quelques jours, les licenciements chez Gibert-Jeune ont cessé de faire parler d'eux. Le sensationnel paie plus que la lutte quotidienne contre l'arbitraire. Et pourtant...

Le 17 février était convoquée, à la demande de la C.G.T., une réunion à la Préfecture de Paris entre les syndicats, la direction départementales du travail et la direction de Gibert-Jeune. Deux représentants de la C.G.T. (l'un de l'union syndicale du commerce, l'autre de l'union locale du 5<sup>e</sup>/6<sup>e</sup>) n'ont pu assister à cette table ronde. Les pouvoirs publics avaient en effet eux-mêmes choisi la délégation (!).

Conforme à son attitude, mais cette fois en présence des élus du comité d'entreprise, la direction du magasin a maintenu ses positions. Elle a non seulement refusé de revenir sur sa décision de rompre 81 contrats de travail, mais a annoncé 50 nouveaux licenciements. Plus c'est gros, mieux ça passe, serait-on tenté de penser.

Ce patron de choc tente de créer un précédent en licenciant sans préavis ni indemnités à verser. Cela lui permettrait ensuite de reprendre des salariés sans ancienneté, à un salaire minimum et avec des horaires variables. En clair, la flexibilité par l'exemple. La direction a même osé proposer aux licenciés qui le désiraient de travailler deux ou trois jours par semaine à durée indéterminée, leur faisant ainsi miroiter un éventuel nouveau contrat de travail...

Entre un emploi à temps complet (avec cinq ans d'ancienneté en moyenne) avec des garanties collectives et un emploi précaire

## GIBERT-JEUNE (SUITE) Non à la flexibilité !

à mi-temps mal payé, le choix est vite fait !

L'enjeu du conflit est très clair. Malgré les atteintes au droit syndical chez Gibert, qui n'en est pas à son coup d'essai, les salariés doivent lutter pour conserver leur convention collective. Quant aux pouvoirs publics, qui tentent de s'en tirer à bon compte en demandant des licenciements économiques pour les salariés à la porte, qu'ils prennent position clairement et refusent d'entériner ce précédent en matière de rupture de contrat. Cela ne se fera qu'avec la pression des salariés et de leur organisation syndicale.

Quant à la C.G.T. — qui a envoyé à chaque syndicat parisien une note avec ses positions sur le conflit —, elle ferait bien, si elle ne veut pas finir par ressembler à une peau de chagrin, de perdre sa langue de bois. Se féliciter de la présence d'une

centaine de personnes, dont pour la moitié des salariés de la F.N.A.C., elle a néanmoins condamné « la présence de quelques uns, quoique minime, (pour) dévoyer le mouvement et vouloir s'en saisir à des fins autres que celles de solutionner la situation des salariés de Gibert. »

Les salariés non syndiqués de l'entreprise auront certainement apprécié l'attitude des bureau-

crates à la petite semaine qui ont « ordonné » lors de la manif du 13 des moyens d'action à la place des délégués.

Il est temps de donner des cours de gestion directe aux sclérosés de l'action syndicale qui confondent centralisme bureaucratique et révolution sociale.

CHRISTOPHE  
(Gr. Berneri)



## Grève de la faim à l'A.D.D.C.P.

L'heure où ces lignes paraîtront, J.-C. Deudon, président de l'Association de défense des droits des colporteurs de Presse (A.D.D.C.P.) (1), entamera son dixième jour de grève de la faim afin d'obtenir des droits sociaux et un statut juridique pour sa profession.

Depuis trois ans déjà, les vendeurs de journaux à la criée luttent pour la défense de leurs droits et se sont regroupés il y a plus d'un an en association-loi de 1901 afin d'être partie prenante dans les réalités de leur profession et surtout afin de pouvoir négocier, au même titre qu'un

syndicat, auprès des N.M.P.P. (2).

Pour exercer leur profession, les vendeurs doivent se procurer une carte de colporteur à la préfecture de leur domicile et remplir une demande comme mandataire auprès du Conseil supérieur des N.M.P.P. dès le premier jour de la vente. Comme le disent ceux de l'A.D.D.C.P., « Nous avons fait cette demande pour les vendeurs du guichet au nom de notre association. Elles nous ont été refusées par le conseil supérieur. Ce guichet est donc illégal car il

devrait nous facturer la T.V.A. sur nos fiches de règlement. Mais ce qui est plus grave pour nous, c'est que cette situation nous empêche d'avoir une couverture sociale. Les différents agents de la vente se sont regroupés avec eux et les soutiennent contre cette ignominie.

« Pour lutter contre toutes ces injustices et cette cohabitation des défenseurs d'avantages acquis ligés tels Goliath contre nous, représentants des travailleurs précaires de la profession, le plus souvent d'origine étrangère, nous avons décidé pour essayer de renverser l'inégalité des forces en présence d'alerter l'opinion publique. Pour cela le président de notre association, Jean-Claude Deudon, a décidé de commencer une grève de la faim le mardi 25 février au siège de notre association. Il continuera dans la mesure de ses forces à assurer son point de vente au Forum des Halles. »

Messages de soutien, pétitions sont à envoyer au siège de l'A.D.D.C.P. Lutte à suivre !

LILIANE

(1) A.D.D.C.P., 9, avenue Anatole-France, 92110 Clichy.  
(2) Nouvelles Messageries de la presse parisienne.

F.B.

## C.G.T. et répression syndicale

Le soleil était au rendez-vous le mardi 25 février place du Trocadéro à Paris. La C.G.T. s'y était rassemblée pour manifester contre la répression syndicale qui, en ce moment, s'abat tous azimuts. Sur l'esplanade surplombant la Seine, nous eumes droit à un discours monocorde de Krasucki s'indignant des attaques du gouvernement socialiste et du patronat contre la C.G.T. Etait-ce le plus important ? De nombreuses délégations de province (Nièvre, mineurs, Dunlop, Livre Toulouse...) renforçaient la présence parisienne avec Gibert-Jeune et l'imprimerie Del Duca.

Le matin, à Montreuil, au siège de la C.G.T., avait lieu une réunion-conférence de presse avec des témoignages illustrant les propos de Henri Krasucki : « Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 9 782 militants

C.G.T. dans 2 805 entreprises ont été l'objet de mesures de répression ».

Il est vrai que la Confédération générale du travail sait encore soulever, à travers ses représentants, se battre sur le terrain. Il est vrai qu'à l'approche d'une hypothétique revanche de la droite, le patronat reprend du poil de la bête et que le ministère du Travail en la personne de Delebarre autorise des licenciements contre l'avis de l'inspection du travail. Mais quand on parle de chape de plomb vis-à-vis de l'information sur la répression syndicale actuelle, il faudrait aussi reprendre le problème à l'envers.

Il n'y a pas que la C.G.T. qui se bat et, à l'intérieur de celle-ci, que les militants du Parti communiste.





## Arrachons la Croix-Rousse des mains de la Courly...

**N**OUS avons déjà parlé dans le *Monde libertaire* des squatters lyonnais qui ont ouvert une maison vide depuis plus de dix ans (M.L. n°...). Nous publions cette semaine un large extrait du *Passe-Muraille*, journal mural collé sur tous les murs de la Croix-Rousse.

**E**N matière de logement, la politique de la ville se réduit à un mot d'ordre : « Lyon, ville propre ». Sous prétexte d'insalubrité, la Courly (Communauté urbaine lyonnaise) en accord avec les propriétaires détruit, rénove et ainsi livre les quartiers à toutes magouilles spéculatives (agences immobilières, promoteurs, régies).

« Lyon, ville propre », c'est donc jeter les immigrés et les sans-fic hors du centre pour les parquer dans les banlieues. Résultat : toutes relations humaines disparaissent, la vie de quartier meurt, « place aux friqués ! ».

Notre quartier de la Croix-Rousse subit cette pratique depuis quinze ans. Rénovation et réhabilitation entretiennent la crise du logement : comment

explique-t-on les 16% de logements vides sur la Croix-Rousse (10% sur Lyon, soit un chiffre de 35 000), alors que la demande n'a jamais été aussi importante ?

Pourquoi, par exemple, l'immeuble du 51 de la rue Burdeau appartenant à la Courly est-il vide depuis dix ans ? Vingt

familles auraient pu y vivre à la place des pigeons ! Des ilots ont été détruits (Vieille Monnaie) ou vont l'être (Bourg-Saint-Vincent). Où logent les anciens habitants à forte proportion immigrée ? Qui seront les nouveaux ?

Quant à la location des appartements, c'est l'enfer : les régies contrôlent, rackettent, monopolisent le marché. Pour les jeunes, les travailleurs précaires, les immigrés et les chômeurs, il est impossible de trouver un logement. De plus, le seul

mode de vie reconnu par la société et donc vendu par les régies est l'habitat individuel... une difficulté de plus pour l'habitat collectif.

Parmi le lot des immeubles inoccupés, le 14 de la rue Neyret l'était depuis plus de dix ans. N'est-ce pas de la provocation de la part du propriétaire ? C'est en tout cas scandaleux de laisser cette maison se délabrer ! La porte était ouverte, nous en avons fait notre domicile juridique. Nous voulons y habiter. Cette maison correspond à nos besoins de vie collective. C'est-à-dire une pièce par personne, plus des espaces collectifs de vie, pour créer, se divertir, pour lutter, pour exister.

Nous ne sommes pas là pour détériorer la maison, bien au contraire nous sommes prêts à prendre en charge les réparations. Nous avons soumis cette proposition à la propriétaire qui n'a pas dénié nous répondre. En revanche, le 2 décembre, les P.T.T. suite aux pressions de la

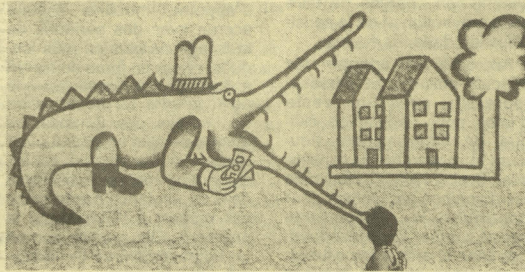
régie se sont permis de nous couper le téléphone sans même nous envoyer un courrier... A quel titre ? Et quand, mardi 7 décembre, à 7 heures du matin, les flics ont fracturé la porte pour rentrer chez nous, le réveil fut un peu brusque.

Nous réclamons :  
• non seulement de ne pas être expulsés pendant l'hiver juridique, puisque c'est illégal, mais aussi de pouvoir y habiter par la suite ;  
• l'arrêt des pressions exercées par la régie ;  
• la réquisition de cette maison par le préfet.

Notre démarche est politique, nous voulons la rendre publique. Si elle vous intéresse, prenez contact avec nous.

**Les habitants du 14 de la rue Neyret**

Depuis, les choses se sont précipitées. Le 24 janvier, les squatters du 14 de la rue Neyret sont passés en procès et le 31, ils ont été déclarés expulsables. C'est donc aujourd'hui l'attente des C.R.S. qui risquent d'intervenir très bientôt. A suivre, donc... (N.d.R.).



## Réfugiés italiens La lutte continue !

**A**L'heure où vous lirez ces lignes, Salvatore Ciricione, réfugié italien, sera peut-être en liberté... sous contrôle judiciaire. Son cas, comme celui des autres réfugiés rafles par la police en septembre 1985 sur ordre du juge Bruguières, chargé de l'enquête sur Action directe (tous les prétextes sont bons !), a déjà été évoqué dans les colonnes de ce journal.

Si Gabriella Bergannaschini, Alessandra D'Agostini et Michele Visciglio ont été condamnés à des peines de huit mois, dont quatre avec sursis, et sont donc en liberté, Luigi

Bergamin, Sergio Beneducci et Orestino Dominichelli sont toujours sous écrou extraditionnel. Mais la procédure d'extradition de ce dernier et de Salvatore a été suspendue mercredi 26 février. Suspendue, mais pas annulée, par décision de la chambre d'appel pour « manque d'informations ». Gageons que l'Etat italien saura vite en fournir de nouvelles, grâce à son arsenal de lois d'exceptions et les aveux de tel ou tel repent qui font office de preuves de l'autre côté des Alpes. Le combat sur ce plan est loin d'être terminé.

La même juridiction devait également se prononcer sur la demande de mise en liberté pour raisons médicales déposée par la défense de Salvatore. Torturé en Italie, très gravement malade des reins, il n'a pu à l'hôpital de la prison de Fresnes recevoir les soins délicats qu'il lui faut. Il se bat contre cela en refusant de s'alimenter depuis le 8 janvier. Le comble s'est alors produit. Il a alors obtenu de pouvoir être transféré à La Salpêtrière... pour se retrouver en psychiatrie. Motif : pas de place ailleurs pour un détenu !

Faute de mieux, ses avocats l'ont ramené à Fresnes. Là, il a appris la levée de son écrou extraditionnel et la suspension de la procédure. Mais il restait toujours en cellule pour purger sa peine de huit mois pour recel de faux papiers (le seul moyen pour lui de ne pas « tomber » au moindre contrôle). Pour cette affaire, l'audience a eu lieu vendredi 28 février, au tribunal correctionnel.

Sa mise en liberté a été cette fois refusée, mais sa peine fut réduite à six mois, ce qui laisse augurer par le jeu normal des remises de peines une libération prochaine. L'espoir de voir Salvatore convenablement soigné est enfin de mise. Il n'en reste pas moins que sa situation, comme celle de tous les autres réfugiés, reste précaire et la menace de l'extradition toujours présente. Exigeons la cessation des poursuites contre tous ceux qui, persécutés dans leurs pays, ont choisi de vivre ici.

## France, terre d'asile ? Mon cul !

**A**VEC l'arrivée du beau « bébé d'oc » comme réfugié politique, installé dans un palace à Talloires depuis bientôt trois semaines (Monsieur réclame de la langouste au petit déjeuner et peste car on a pu que lui servir du lieu noir !), la France n'a pas peur de ternir son image de « terre d'asile pour réfugiés politiques ».

Quelques rappels sont ici nécessaires. En 1939, vaincus par Franco, des centaines de milliers de personnes se réfugièrent en France et se virent parquer dans des camps que par pudeur nous n'appellerons pas de « concentration », en référence à ceux qui ont existé en Allemagne. La ressemblance est pourtant là, du fait de la forte concentration et des conditions d'insalubrité, sans compter la réserve que cela a pu faire pour les Allemands qui n'ont eu qu'à les cueillir.

Nous ne reviendrons pas sur la collaboration pétainiste et autres ! Aujourd'hui bon nombre d'entre eux sont Français de par la loi en vigueur. L'exode à l'envers se produisit en 1942-1943 pour environ 30 000 Français qui subirent un sort

aussi peu enviable que leurs homologues espagnols.

Aujourd'hui, tout cela semble oublié par ces bons démocrates qu'ils soient ou non au pouvoir. Personne ne lève le ton, car il s'agit d'une véritable insulte au peuple haïtien exploité sans vergogne par ce tyran, qui a causé la mort de milliers de personnes par « ton-ton macoutes » interposés, sa police politique.

Cet été, ils ouvraient bien leurs gueules les Fabius et Badinter pour réclamer l'extradition des Basques sous prétexte qu'ils avaient du sang sur les mains (ce qui s'est révélé faux). Idem pour les Italiens Fedele et autres...

Aujourd'hui, leur humanisme leur tient lieu de chaussettes et ils sont plus préoccupés de garder leurs postes. L'octroi du statut de réfugié est plus que sélectif et étroitement soumis à l'influence politique ; en 1984, le taux de reconnaissance du statut était de 46% contre 85% en 1974. Sur ce plan, les socialistes ont entériné les méthodes de la droite (affaire Croissant). Encore une illusion envolée pour ceux qui en avaient !

BELTZA

## Agression fasciste dans le 19<sup>e</sup>

**L**E dimanche 2 mars, sur le marché de la place des Fêtes dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le Front national a encore frappé, avec sa finesse habituelle. Dès le matin, des militants du Collectif unitaire antiraciste du 19<sup>e</sup> (regroupant la Fédération anarchiste, la Ligue communiste révolutionnaire, le M.R.A.P., Pour une alternative communiste, etc.) ont organisé un collage d'affichettes recouvrant les affiches de J.-M. Le Pen. Sur ces affichettes, des slogans tel que « Votez Le Pen, c'est voter la haine » ou « Le Pen à l'Assemblée, c'est l'insécurité pour les libertés ! ».

Vers 11 heures, en plein milieu du marché, une bande de gros bras du Front national a débarqué et a violemment agressé les militants antiracistes. L'un d'eux a reçu en pleine figure un jet de gaz lacrymogène.

Le marché de la place des Fêtes a déjà été le théâtre d'agressions similaires, et la situation s'était un peu « calmée » face à la mobilisation des antiracistes. Il semble que la « trêve » ait été rompue, campagne électorale oblige. Nous invitons tous les lecteurs parisiens du *Monde libertaire* à être présents dimanche prochain sur ce marché (métro : Place-des-Fêtes) afin d'empêcher les fascistes de renouveler leurs tristes exploits !

G.D.



SILVIO

La « modeste » résidence de « Bébé Doc ».



## JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

## Que reste-t-il du 8 mars ?

**C'**EST vraiment passé de mode aujourd'hui d'être féministe. Ils vous le diront tous : « ça fait ringard ! ». Et ne parlons pas, en plus, d'être révolutionnaire. Alors là, c'est franchement dépassé. A croire qu'elles ne sont bonnes qu'à être enfermées au fond d'un musée !

Quand je pense qu'à une époque (pas si lointaine, 1982), ils en faisaient des palabres devant le mouvement des femmes. Pour le 8 mars, on déroulait le tapis rouge devant l'Elysée, on invitait ces dames à venir prendre le thé en discutant du dernier projet de loi antisexistes qu'ils allaient leur offrir pour la « Fête des femmes ». On en aurait presque oublié que le 8 mars était là pour marquer une tradition de luttes. Un peu notre 1<sup>er</sup>-Mai en quelque sorte.

## Un jour de fête au féminin présent

Il y a plus de cent ans, le 8 mars 1857, avait lieu à New York une des premières grèves de femmes. Des ouvrières du textile réclamaient la diminution du temps de travail (la journée de 10 heures au lieu de 16), des ateliers sains et propres, l'égalité des salaires avec les ouvriers employés comme elles dans l'habillement. Les cousettes décidèrent d'aller manifester dans les beaux quartiers. Dès que la manifestation fut sortie des quartiers populaires, elle fut violemment dispersée par la police qui chargea, tua et procéda à des arrestations.

Le 8 mars 1910, s'inspirant des actions de masse organisées aux Etats-Unis par les femmes socialistes en faveur du droit de vote pour les femmes, le congrès international

des femmes socialistes, sur une proposition de Clara Zetkin, appelle à une journée internationale d'action. Clara Zetkin insiste sur le caractère international que doit prendre cette journée et sur le fait qu'il s'agit d'attirer l'attention de l'opinion publique et d'obtenir son assentiment en faveur du droit de vote jusque-là refusé.

Dès 1911, des millions de femmes répondent à l'appel et cette journée deviendra une journée de lutte pour obtenir une qualité de vie, les droits et exposer les revendications des femmes. Après cette date, le 8 mars restera pour les femmes du monde entier une journée de lutte où l'on affirme les préoccupations du moment. Par exemple, le 8 mars 1943, en Italie, les femmes organisent une manifestation contre le fascisme. Durant cette période, elles sont un élément moteur dans les grèves insurrectionnelles qui annoncent la chute de Mussolini. Et il y en a bien d'autres...

Depuis mai 1981, les socialistes ont manifesté leur désir de faire sortir les femmes de leur « marginalité », et donc à l'occasion du 8 mars, tous les ans, ils font leur B.A. en votant des textes de loi qui sont tous restés autant de lettres mortes.

## « Paroles, paroles... »

Les dernières mesures prises par le Conseil des ministres (le 19 février) concernent les violences faites aux femmes. Ce n'est pas vraiment nouveau ; en période de crise, nous assistons à une recrudescence de ce type d'agressions et ceci dans un silence quasi général. Un mouvement des femmes complètement dissous, diffus, qui n'est plus

prêt à porter ses revendications propres que dans une faible mesure... Et les mesures récentes que le gouvernement, tel le prestidigitateur sortant un lapin de son chapeau, vient offrir pour ce 8 mars sont plus issues de quelques salons et cénacles « branchés » que d'un mouvement revendicatif.

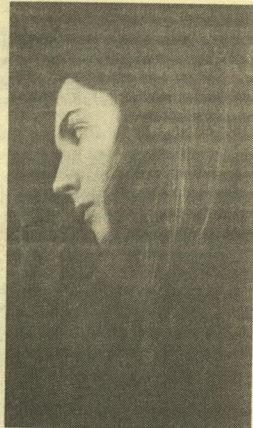
Pour autant, ces mesures sont significatives : augmenter les lieux d'accueil et d'information, augmenter et féminiser les effectifs de police et de gendarmerie, aggraver les peines encourues et créer une commission chargée de faire de la prévention et de la sensibilisation dans les écoles.

Accroître et adapter les effectifs policiers et l'arsenal répressif, avec un zeste d'infos pour l'éducation civique de Chevènement (tous jours la recherche du consensus). Bref, intervenir dans tous les domaines particuliers pour continuer le verrouillage social, traquer les conséquences sans chercher les causes. Embaucher plus de femmes

flics et préciser l'emploi de toutes les autres.

## Agir au féminin

C'est là un 8 mars qui ressemble à une peau de chagrin. Rien d'étonnant à cela quand on regarde les discours ambiants : « Faites des enfants et occupez-vous en ! », l'incitation au troisième enfant, les jeunes dames pulpeuses de la « 5 » à la télévision. Rien d'étonnant à cela quand on regarde les conditions de vie des femmes : travail au rabais, salaires d'appoint, mobilité sociale accrue avec des périodes de chômage de plus en plus longues, retour en force du travail à domicile, du travail au noir ou en intérim. La précarisation de l'emploi des femmes les amène de plus en plus à avoir recours à l'assistantat social, signe d'un réel accroissement de la dépendance des femmes par rapport à l'Etat et de la pauvreté. Elle montre surtout un aggravement de l'« insécurité » des femmes.



En revanche, on constate qu'avec l'avancée des idées du mouvement féministe des années 70, les femmes dans leur grande majorité ne sont plus prêtes aujourd'hui à renoncer à leur emploi. Lorsqu'elles envisagent de s'arrêter de travailler, c'est très souvent avec la perspective de reprendre un emploi dans les années qui suivent et ces périodes deviennent dans les souhaits de plus en plus courtes. Elles savent qu'elles n'ont rien à gagner au retour à l'espace domestique. Et si cette période de démobilité générale peut laisser penser qu'elles ne sont pas prêtes à se battre pour affirmer leurs droits, cela ne veut pas dire pour autant qu'un retour à la situation antérieure est possible. Et puis, il suffit de si peu parfois pour rallumer le feu...

MONIQUE FIGAROL



## Femmes du Maghreb

**C**ES derniers temps, on voit naître en France un certain intérêt pour les femmes du Maghreb avec la publication de quelques livres et d'articles dans différents journaux. Depuis qu'elles ne constituent plus une petite minorité de l'immigration, elles sont devenues une réalité avec laquelle il faut compter : 42% des étrangers en France sont des femmes et la plupart des études s'accordent à dire qu'elles jouent un rôle essentiel dans l'intégration des communautés.

Elles n'ont généralement pas choisi de venir habiter en France. Elles sont parties parce qu'il était difficile de rester seule au village sans homme, parce que devant les difficultés d'intégration des hommes dans la société française, ils préféreraient généralement faire venir leur famille plutôt que d'en créer une autre sur place. Ce qui leur permet également de ne pas rompre totalement avec les traditions culturelles. Ces femmes, nullement préparées à cette transplantation, ont rejoint une H.L.M. et un mari ayant adopté un modèle de consommation occidental, mais ayant gardé une image traditionnelle de la femme.

La mise en parallèle de deux modèles culturels va faire apparaître une série de contradictions (génératrices de profondes incompréhensions) à différents niveaux. D'une part, l'image de la femme active développée dans les médias en France est difficilement compatible avec celle de la femme cloisonnée dans un espace domestique. La transplantation les oblige à modifier leur modèle de vie, à prendre en charge les divers problèmes de gestion administrative, financière de la famille.

En s'intégrant, elles ont vu leur rôle augmenter, elles sont devenues plus actives, plus aptes à une affirmation d'elles-mêmes. Mais en parallèle à cela, elles vont continuer de faire vivre le modèle culturel traditionnel dans l'espace domestique. Cette attitude est très fortement influencée par le comportement des hommes. Mais il faut aussi voir là la persistance d'un modèle culturel qui d'un côté va rendre plus difficile le rapport homme/femme et de l'autre va être déterminant dans l'éducation des enfants.

D'autre part, le modèle éducatif maghrébin transplanté en France ne facilite pas le rapport

parents/enfants. Les Maghrébines ont été éduquées pour être mères avant tout et mères de garçons. La relation familiale privilégiée est la relation mère/fils. L'occidentalisation des pays d'Afrique du Nord y a déjà rendu ce problème extrêmement aigu.

Le nombre accru des femmes immigrées en France a fait émerger ces derniers temps le problème de l'éducation des jeunes Maghrébines. Au Maghreb comme ailleurs, naître fille ce n'est pas valorisant. La tradition musulmane les contraint à rester vissées à la maison pour accomplir les tâches ménagères, elles sont l'objet d'une étroite surveillance, liées par des valeurs comme l'honneur et la réputation, l'importance de la virginité et du « bon mariage », etc. Inévitablement, cette situation est source de nombreux conflits pouvant amener les jeunes Maghrébines à fuir ou à faire des tentatives de suicide.

L'augmentation de leur nombre en France peut faire espérer qu'elles vont pouvoir casser leur isolement et enfin pouvoir développer un mouvement de solidarité.

M.F.

## Chéri, as-tu arrosé le bébé ce matin ?

**V**OILÀ que ça les reprend ! Ces messieurs du gouvernement et d'ailleurs nous « rebassinent » avec leur troisième enfant. Mais en fait, ont-ils jamais cessé de nous « bassiner » ? Dans leur bureau, ils se font des courbes de natalité, en se disant que cette année il leur faut tant de naissances, en calculant la retraite des uns, le chômage des autres et tout le talala. Ensuite, on nous invite au grand effort national : « La France a besoin de bébés ! ».

Ce dont nous pourrions bien avoir envie, nous, serait le cadet de leurs soucis ; oui mais voilà, jusqu'à présent, ils ne peuvent pas encore se passer de nous. C'est pas encore pour demain qu'on arrosera bébé dans son éprouvette au milieu de la salle à manger avant d'aller au boulot. Quoi que, c'est bien ce qu'ils nous préparent.

Ils étudient par tous les moyens possibles comment redresser cette courbe de natalité qui baisse dangereusement le nez. Et ils en ont de l'imagination de ce côté-là ! Le dernier rapport sur la politique familiale fait apparaître que les femmes hésiteraient entre le troisième enfant et leur salaire. Alors, bien sûr, tous ces messieurs se penchent sur la réattribution des allocations, des prestations et toute autre incitation financière pouvant amener les femmes à faire le bon choix. Avec leur politique de natalité, ils seraient capables de n'importe quoi ! Je ne serai pas étonné qu'un de ces jours ils ressortent les médailles d'honneur pour les meilleures mères !

C. JANE



## Haiti : la lutte continue !

**H**AÏTI ne fait plus la une des journaux, les émeutes ont cessé. Duvalier, après avoir pillé le pays et assassiné des milliers de personnes s'est réfugié en France avec l'accord de Mitterrand. Mais là bas, la situation demeure tout autant alarmante.

### Les premières mesures

Finies les explosions de joie, le peuple reprend un autre combat : celui pour survivre. Faisant partie des cinq pays les plus pauvres du globe, 94% de la population rurale vit ainsi au-dessous du seuil de la pauvreté et ne prend que trois repas par semaine. Bien sûr le gouvernement américain a promis de reprendre son aide alimentaire au plus vite et même de l'augmenter, mais il ne faut pas se faire d'illusions sur de tels actes.

Des conservateurs américains, qui élaborèrent en 1980 la politique à venir de Reagan, ont déclaré : « Les ressources alimentaires sont une arme. Dans le monde entier, sur les

sept pays exécutés en production agricole, quatre appartiennent à l'hémisphère occidental : le Canada, les Etats-Unis, le Brésil, l'Argentine. En se joignant aux producteurs du Pacifique, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les Américains peuvent, par le blocage du ravitaillement exercer de très fortes pressions sur les Etats potentiellement hostiles et rééquilibrer ainsi la balance entre le Nouveau et le Vieux Monde ».

Le Conseil national de gouvernement en place depuis le 7 février est presque exclusivement composé d'anciens fidèles de Duvalier. Le général Namphy, qui le préside, était déjà officier dans l'armée dès 1954.

Les premières mesures du gouvernement furent d'instaurer le couvre-feu pour mettre fin au pillage des biens des Duvalier et de substituer les « tontons macoutes » à la vindicte populaire. Il a maintenu l'obligation de visas pour les exilés prouvant ainsi qu'il craint de voir déferler dans le pays des milliers d'Haïtiens plus ou moins politisés. Si

les autorités ont libéré les prisonniers politiques, il n'a pourtant pas abrogé la loi anticommuniste du 28 avril 1969 (1). Si le pouvoir a promis la tenue d'élections libres, nous pouvons être sûr qu'elles ne seront organisées que le jour où la droite haïtienne sera en mesure de les remporter.

### L'opposition s'organise

L'Eglise a joué un rôle certain dans le renversement du président à vie. L'archevêque de Port-au-Prince, Mgr Wolf Ligondé, après avoir présenté son départ comme une « victoire de la Vérité, de la Justice, de la Prière et de l'Amour », s'est empressé d'appeler au calme les émeutiers sitôt les militaires installés au gouvernement.

L'évêque de Cap-Haïtien a, pour sa part, déjà mis en garde ses fidèles contre la propagande communiste. Alors que Grégoire Eugène, leader du Parti social chrétien a légitimé la présence des duvaliéristes au sein du nouveau conseil ; Sylvio

Claude, démocrate chrétien, a donné un mois aux autorités pour épurer le gouvernement des éléments complices de l'ancien régime et d'y inclure tous les représentants de l'opposition. Dans le cas contraire, « le peuple prendra les dispositions qu'il a déjà prises avec Jean-Claude Duvalier », a-t-il précisé. Actuellement une pétition circule dans le pays pour exiger le départ de trois membres du gouvernement ainsi que la liberté de parole, de presse, etc.

Le 17 février, les écoles et universités réouvrirent, après avoir été fermées par Duvalier à la mi-janvier. Aussitôt les enseignants boycottèrent les cours dans le but d'accélérer le processus électoral. Peu suivi dans la capitale, ce mouvement paralyse la reprise des cours en province.

Naturellement la junte se présente comme provisoire, mais celle-ci reflète parfaitement la volonté des Etats-Unis d'imposer des démocraties musclées.

Si l'impérialisme américain a gagné la première partie en désarmant la crise avec le

départ de Duvalier, l'étincelle de la révolte peut se rallumer d'un moment à l'autre. Ce n'est qu'une question de semaines, de mois, mais le peuple haïtien se rendra vite compte qu'il ne suffit pas de chasser un dictateur pour être libre. Il lui revient donc de s'organiser en comités de lutte afin de combattre la junte, d'imposer une véritable réforme agraire, d'empêcher la pénétration des intérêts américains. Mais qu'il sache une chose, qu'il ne se sente pas seul, tous les peuples du monde sont avec lui.

### JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

(1) « Art. 1<sup>er</sup> — Sont déclarés crimes contre la sécurité de l'Etat les activités communistes sous quelque forme que ce soit (...). Toute propagation des doctrines communistes ou anarchistes par conférence, discours, causerie, lecture, réunion publique ou privée ; par tracts, placards périodiques, revues, journaux, brochures, livres, images. Toute correspondance écrite ou verbale avec des associations soit locales soit étrangères, ou avec des personnes qui s'adonnent à la diffusion des idées communistes ou anarchistes, de même que le fait de recueillir des fonds destinés directement à la propagation desdites idées. »

Art. 4 — Seront punis de mort les auteurs des crimes ci-dessus cités. »

## Le XXVII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste d'Union soviétique

**T**OUS les cinq ans, le congrès du Parti communiste d'Union soviétique (P.C.U.S.) réunit tout ce que celui-ci compte de dinosaures venant des quatre coins de l'U.R.S.S. Avec le temps, bien sûr, certains depuis le XXVI<sup>e</sup> congrès ont disparu de l'appareil ; d'autres sont arrivés.

Il faut dire que la dernière période quinquennale a vu plusieurs bouleversements avec la mort de Brejnev, le passage discret de Tchernenko, celui d'Andropov et enfin l'arrivée de Gorbatchev. Ce jeune loup est le premier à se trouver aux commandes de l'Etat soviétique et à n'avoir pas connu la belle époque et les grandes figures de la révolution russe.

En quelques onze mois de pouvoir, Gorbatchev a donné de lui l'image un peu nouvelle d'un secrétaire du P.C.U.S. « modernisateur ». Aussi tous les observateurs étrangers, et avec eux certainement, craignant un peu pour leur avenir, nombre d'anciens vassaux de Brejnev, pouvaient s'attendre à voir le paysage politico-économique traditionnel de l'U.R.S.S. se modifier peu ou prou sous la houlette du petit nouveau. Personne ne sera déçu. Dans un discours marathon de plus de cinq heures,

Gorbatchev a ouvert son congrès de manière à ne pas laisser de doute sur ses intentions.

Brejnev, pudiquement non nommé, est passé à la moulinette, et on peut dire que l'ombre de Kroutchev a plané sur cette introduction au congrès. Mais attention ce n'est pas d'un retour en arrière dont il est question. Nul doute que Gorbatchev 1<sup>er</sup> est installé pour longtemps et que c'est son empreinte personnelle qu'il compte donner à l'image à venir de l'U.R.S.S. L'histoire « officielle » du P.C.U.S. le confirmera, jusqu'à un congrès plus lointain où...

Il faut, cette fois, reconnaître à Gorbatchev le mérite d'appeler un chat un chat. Il a réussi à voir de l'intérieur (quelle prouesse !) ce que le monde entier voyait du dehors : « La planification centrale doit cesser sa tutelle mesquine » ou encore « la montée de la bureaucratie a causé un tort ». Si pour tous ceux qui voient à peu près clair, ces déclarations peuvent sembler enfoncer des portes ouvertes, il faut comprendre que pour l'intelligentsia soviétique de tels propos, malgré les applaudissements, ont dû être accueillis avec une certaine stupeur. Surtout par ceux qui se seront reconnus dans la

catégorie des « personnes qui ont constitué des groupes (auxquels) le comité central est opposé ».

On peut donc s'attendre à un vaste lessivage qui touchera les appareils de pouvoir jusqu'à leurs niveaux supérieurs. C'est clair : « Nous aurons pour vivre ce que nous ferons nous-mêmes ». Ce lessivage donnera à l'opinion publique de l'U.R.S.S. que le Soviétique moyen, également concerné par cette dernière phrase, n'est pas le seul à devoir retrousser ses manches pour rattrapper les retards et les archaïsmes du système.

Le sourire aux lèvres, le fantôme de Krouchtchev se promenait parmi les congressistes quand le tribun d'aujourd'hui, celui-là bien calé dans ses pompes, faisait l'article mine de rien à ce qu'il faut bien appeler un retour voilé au capitalisme. Ainsi, les kolkhozes et les sovkhozes pourront vendre librement — on verra bien ! — leur excédent de production ; le logement pourra être financé par des moyens privés ou coopératifs et les « relations monétaires et marchandes ne sont pas répréhensibles ». Le retour partiel, non avoué mais bien réel, à des processus d'économie de marché et de concurrence se trouvent confirmés par le sort réservé aux travailleurs soviétiques, lesquels seront rémunérés en fonction de leur travail. Voilà l'institutionnalisation des inégalités, car il y a fort à parier que l'appréciation — maître-mot en la circonstance — de la quantité et de la qualité du travail sera soumise à des critères vraisemblablement autant subjectifs qu'objectifs, sinon plus. C'est un choix délibéré de refuser l'égalitarisme et cela permettra... de trouver des fonds privés pour se substituer ici ou là aux incapacités d'un Etat qui aura d'autres chats à fouetter.

Le quidam (Gorbatchev) est d'ailleurs surtout soucieux d'asseoir l'impérialisme soviétique sur de nouvelles et plus larges bases. Son style « new look » que l'on avait pressenti dans ses voyages européens, et notamment en France fin 1985 avant la conférence de



Genève et sa première rencontre personnelle avec Reagan, se trouve ici confirmé. En invitant les cinq permanents de l'O.N.U. (Etats-Unis, U.R.S.S., France, Grande-Bretagne et Chine) à discuter de la réduction des armes nucléaires, il récidive dans sa tentative de discrédit des Etats-Unis comme interlocuteur unique de l'Occident. Faire croire aux cheffalions de la vieille Europe que le grand voisin de l'Est n'est plus sourd à leurs plets de capucins peut les amener à se démarquer partiellement de Washington, déstabilisant ainsi quelque peu l'ennemi capitaliste qu'est l'Union atlantique. Brouiller les cartes de l'Ouest, diviser l'O.T.A.N., mettre dans le bain le petit frère communiste (la Chine), voilà qui pourrait changer la donne, et c'est Gorbatchev qui mènerait le jeu.

Il ne faut donc rien croire de ses prétendus vœux d'option zéro à l'horizon de l'an 2000. Gorbatchev sait trop bien que les quatre autres n'arriveront probablement jamais à se mettre d'accord entre eux. Et du coup qu'aucun traité valable ne pourra intervenir. On peut donc s'attendre à la poursuite de la course au nucléaire ou tout du moins à sa modernisation (voir M.L. n°588 du 10 octobre 1985). On prend quand même date du projet de calendrier de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

**PHILIPPE (Gr. de Coulommiers)**





## TCHAD, LIBYE, FRANCE

## Souvent Etats varient...

Une nouvelle intervention française au Tchad — ce n'est que la sixième depuis la proclamation de l'indépendance en août 1960 —, nous donne l'occasion d'analyser une situation géopolitique qui, bien que fréquente en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, présente dans le cas du Tchad une exemplarité intéressante. En effet, ce conflit se déroule en fait à trois niveaux : confrontation Est-Ouest entre les puissances occidentales et l'U.R.S.S. ; conflit entre la France et la Libye ; luttes pour le pouvoir entre fractions tchadiennes.

Il serait simpliste de ne voir en cette intervention que le conflit entre un gendarme occidental attiré de l'Afrique et un voisin du Tchad puissant ayant des visées annexionniste. C'est négliger la confrontation Est-Ouest et les luttes d'influence internes au pays qui ont offert ces dernières années bien des rebondissements et des changements d'alliances.

## Kadhafi, c'est qui ?

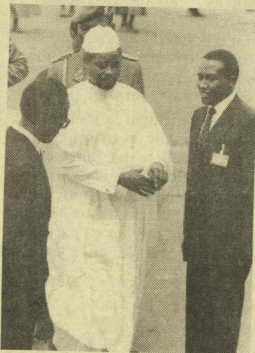
Le 1<sup>er</sup> septembre 1969, des unités des forces armées, profitant de l'absence du roi Idris, s'emparent du pouvoir, suspendent la constitution et arrêtent de nombreuses personnalités. Le Conseil de la Révolution se proclame « décidé à bâtir une Libye révolutionnaire, une Libye socialiste issue de (ses) propres réalités et éloignée de toute doctrine (...) qui fera de la Libye (...) un pays progressiste qui luttera contre le colonialisme et le racisme ». Par ailleurs, il déclare croire « profondément à la liberté de religion et aux valeurs morales contenues dans le Coran et s'engage à œuvrer pour la défense et leur maintien ».

Cela donne la couleur de cette « révolution » : nationale, tiers-mondiste et arabe. Déjà une individualité se dégage de ce conseil révolutionnaire, il s'agit du colonel Kadhafi qui annonce dès le 16 octobre les cinq principes du nouveau régime, dont l'interdiction de tous les partis politiques. Peu à peu, il assoiera son pouvoir au moyen de purges et d'arrestations : en décembre, la première purge touche une trentaine de militaires ; juillet 1970 : arrestations et condamnations de personnalités monarchistes ; un mois plus tard, c'est le tour de l'opposition de gauche et d'anciens compagnons du colonel Kadhafi (condamnations à mort qui seront commuées en peines de prison à vie ou pendant trente ans).

A cette époque, les relations entre la Libye et les pays occidentaux sont au beau fixe grâce à l'antisoviétisme viscéral de Kadhafi : « Le communisme est incompatible avec l'islam ». La « révolution » a épargné les intérêts économiques des pays occidentaux en Libye, aucune nationalisation, mais des prises de participa-

tion à hauteur de 51%. Fin janvier 1970, un fabuleux contrat de vente est signé avec la France : 110 Mirage pour 800 millions de francs. En octobre 1971, les Etats-Unis sauvent la vie du colonel Kadhafi en lui révélant l'existence d'un complot au sein de l'armée.

Kadhafi est de plus en plus l'homme fort de la Libye : à la faveur d'un remaniement ministériel, le 13 août 1971, il prive la plupart de ses camarades au sein de l'ancien Conseil de la Révolution de leurs fonctions ministérielles. Le 5



novembre, il fait élire à tous les niveaux les responsables du nouveau parti unique, l'Union socialiste arabe, entièrement à sa dévotion. Mécontent des « carences » de la presse, il suspend la parution de tous les quotidiens le 19 janvier 1972 et traduit en justice vingt-huit journalistes de renom. Le 2 mars, il autorise la parution d'un seul quotidien qui reflètera désormais les vues de l'Etat. Face à un mécontentement populaire grandissant, le 12 avril une loi abolissant le droit de grève est promulguée.

Comme on peut le constater, Kadhafi se comporte tel un dictateur camouflant son despotisme sous un discours pseudo-révolutionnaire exacerbé de nationalisme arabe et de religiosité. Son fanatisme antisémite de toujours (ne confondons pas antisémitisme et antisemitisme !) va le mener à subventionner et à aider des groupes terroristes palestiniens ; ce qui le conduira à effectuer un virage « idéologique » dont il a le secret : de pro-occidental et antisoviétique, il deviendra pro-soviétique et maladivement anti-occidental.

## La « révolution culturelle »

Le 15 avril 1973, Kadhafi déclenche ce qu'il désigne comme la « révolution culturelle » : suspension des lois en vigueur ; épuration des « *malades politiques* » ; les enseignements du Coran doivent être mis en application ; le peuple libyen doit « brûler les livres qui contiennent des idées importées de la réaction capitaliste ou du communisme juif ». Le mouvement, bien peu spontané, s'appuie sur la création de « *comités populaires* » qui se chargent de l'épuration des éléments trop tièdes ou hosti-

les dans chaque quartier, entreprise, école ou faculté.

Il semble que cette « révolution culturelle » réponde à un projet israélien de débarquement en Libye avec le soutien de la 6<sup>e</sup> flotte américaine. Kadhafi espère ainsi et réussira à susciter un soutien populaire en sa faveur et à rester le maître de la situation. Peu à peu, les relations avec les pays occidentaux se dégraderont et la Libye se rapprochera de Moscou.

## Les luttes pour le pouvoir au Tchad

Les choses changent vite au Tchad, qu'on en juge : en 1977, lorsque le gouvernement français fournit un appui logistique au général Malloum, c'est pour contrecarrer une offensive des rebelles dans le Nord dont les dirigeants sont, entre autres, MM. Goukouni Oueddeï et Hissène Habré.

A cette époque l'homme de la France est le général Malloum, qui a renversé et fait assassiner le chef de l'Etat, Tombalbaye (ex-grand ami de la France qui est déjà intervenue deux fois en sa faveur). Hissène Habré est, lui, le vilain rebelle ayant enlevé en 1974 trois Français dont Mme Claude et fait exécuter le commandant Galopin, barbouillard qui s'essayait aux négociations diplomatiques.

En 1978, à la suite d'un compromis, Hissène Habré devient Premier ministre du général Malloum. L'idylle dure six mois, le conflit un mois... sortie de Malloum et création d'un gouvernement d'union nationale dont le président est Goukouni Oueddeï ; M. Hissène Habré en est le ministre de la Défense. Nouvelle guerre civile en 1980, l'homme de la France est Goukouni Oueddeï et celle-ci interviendra une quatrième fois le 26 octobre 1981 contre le rebelle... Hissène Habré.

De février à septembre 1982, les forces de Hissène Habré occupent progressivement le nord du Tchad (à l'exception de la bande d'Aouzou, sous contrôle militaire libyen), la capitale N'Djamena, et le sud du pays. Devenu le chef de l'Etat, Hissène Habré doit faire face aux coalisés, équipés par Tripoli, et dirigés par... Goukouni Oueddeï. Le 8 août 1983, déclenchement de l'opération Manta... et le 16 février 1986, on recommence : les rôles n'ont pas changé entre temps ! L'homme de la France est Hissène Habré et le rebelle Oueddeï. Actuellement, les aérodrômes ont soufferts... le match est bloqué, un but de par et d'autre, la balle au centre.

## Consensus en terre française

Le bombardement de l'aérodrôme de Ouadi-Doum par des Jaguar français a obtenu, en France, un succès général : le consensus nationaliste et patriotard règne. Où sont les

gauchistes et les militants de gauche d'antan qui, en 1977, réclamaient le départ des troupes française du Tchad ? Il est vrai qu'à cette époque, le gouvernement était de droite et donc ses visées forcément impérialistes.

Sous un gouvernement de gauche, rien de tel, bien sûr. Mais l'on peut se demander quel est celui qui a le plus soif de pouvoir entre le dictateur Kadhafi et le démocrate Mitterrand. La rencontre franco-libyenne de Crète n'avait-elle pour but que d'assurer le président de la République française d'une petite attaque juste avant les élections de mars 1986 ? L'occasion était trop belle pour un Mitterrand de se donner une stature de rassembleur de la nation et d'homme au-dessus de la mêlée. La soif du pouvoir, et de s'y maintenir, explique bien la vigueur de la réponse française... qui a privilégié le « coup » médiatique avant de s'occuper de la protection de N'Djamena. C'était volontaire, car une couverture trop voyante de la capitale aurait pu mettre en éveil les Libyens et porter préjudice à l'action d'éclat. On connaît la suite et la réponse symbolique de Kadhafi...

Une fois de plus, l'intervention française a été dépendante de ses propres intérêts et le pantin à soutenir à la tête

de l'Etat n'a que peu d'importance. Lui ou un autre... il s'agit simplement de marquer que le Tchad est terrain réservé de la France et des puissances occidentales dans la grande confrontation Est-Ouest. Un chien pisse pour marquer son territoire, un Etat envoie quelques bombes ; nous en sommes toujours là.

La propagande officielle indique comme toujours que la France est intervenue suite à des accords d'assistance entre Etats, en oubliant de noter que la Libye pourrait revendiquer de même une telle légitimité : le 15 juin 1980, M. Goukouni Oueddeï, président du gouvernement tchadien, avait signé avec la Libye un accord de défense... contre Hissène Habré.

Alors, au lieu de prendre parti pour l'un ou l'autre des adversaires en présence (qui redeviendront peut-être, si leurs intérêts changent, de grands amis) ; prenons plutôt le parti du peuple qu'il soit français, tchadien ou libyen. Continuons notre propagande anarchiste et antimilitariste afin que dans le futur nous ne puissions plus être des pions entre les mains des Etats (souvent Etats varient, bien fois qui s'y fie !) et dénonçons les raisons de l'intervention des uns et des autres.

GEORGES HOST

## Philippines : normalisation à l'occidentale

COMME on s'y attendait, Reagan a lâché Marcos. Continuer à le soutenir par une « attitude neutre » n'était plus défendable : les témoins de l'énorme « trucage » du scrutin ont parlé haut de l'ignominie, l'incompétence en matière d'économie du tyran Marcos inquiète les banques américaines, l'Eglise elle-même a pris franchement parti contre Marcos (1), le sénat américain (non pas le sénat philippin...) a adopté par 85 voix contre 9 une résolution condamnant comme frauduleuse l'élection de Marcos.

A la vérité, la Chambre des représentants et le Sénat ont été bien plus vifs que Reagan, sans lequel la politique américaine n'aurait pas montré la moindre hésitation, pour ne pas dire inconscience quand il s'est agi de proposer une cohabitation Marcos-Aquino... Cette affaire montre encore une fois dans quelle mesure la politique américaine est déterminée par le Congrès, lequel n'est pas seulement capable de se laisser convaincre par le président, mais aussi de le convaincre lui-même. Il a pour cela des arguments de poids du type refus de l'assistance militaire aux Philippines, par exemple (2).

Si la passation de pouvoir s'est faite somme toute facilement, sans que trop d'hémoglobine n'envahisse les rues, c'est bien parce que les Etats-Unis ont pesé de tout leur poids (3). En effet, entre l'incompétence caractérisée et la guérilla grandissante, les Etats-Unis ont tout simplement choisi le soutien d'un gouvernement démocratique que les circonstances font très populaires. Ce soutien n'est, il va de soi, pas innocent : il gagne en retour une certaine popularité aussi de sa présence, vue comme une aide.

Donc les Philippines n'ont pas gagné grand-chose. Pas plus que les Haïtiens. Ils restent toujours sous l'emprise américaine, et le Fonds monétaire international (F.M.I.) qui attend avec inquiétude le remboursement de la dette va donc imposer l'austérité...

LE FURET

(1) Tout comme pour Duvalier, les Etats-Unis ont aidé Marcos à fuir dans des conditions favorables pour lui. Dans le même temps, Reagan « félicitait » Aquino.

(2) Ce qui ne l'empêchera pas de voter de nouveaux crédits supplémentaires pour la guérilla anti-sandiniste.

(3) Dans un premier temps, l'évêque philippin, puis Jean-Paul II soi-même. L'Eglise a joué un rôle essentiel en soutenant explicitement Aquino et la campagne de « désobéissance civile ».



## Les prisons en Belgique

**P**RISON, enfermer, monde de l'isolement, de l'oubli. Prison, monde qui se referme sur ses échecs de société. Prison, opprobre, pourrissoir. Prison, réinsertion ? Quelle réinsertion sinon celle d'une mauvaise conscience qui récupère en aval les ignominies qu'elle commet en amont. La situation pénitentiaire en Belgique ressemble, est-ce un hasard, à la situation carcérale française.

Et le durcissement remarqué dans les prisons belges n'est que l'application de la politique sécuritaire menée par l'administration Gol. Quand sécurité rime avec répression !

Il est question dans cet article de la prison de Forest. Chantal Paternostre y est toujours enfermée. Dans des conditions toujours aussi dures. Pour des raisons toujours aussi arbitraires.

« La maison d'arrêt à Bruxelles, c'est Forest, en permanence surpeuplée, avec plus de cinq cents détenus. Un régime dur, où n'existe que très peu d'initiative pour tenter d'humaniser, de "donner le sentiment que les détenus continuent à faire partie de la communauté sociale" ».

« Ce sont les transferts au palais, le ballet des avocats, l'attente de comparaître en chambre du conseil puis en chambre des mises en accusation, avec plus ou moins d'espoir de libération. Les retours noirs, lourds, des détenus confirmés. Le retour des libérés en chambre du conseil, le décompte des heures puis, parfois, l'annonce d'un appel interjeté, *in fine*, par le parquet. L'espoir qui se brise. Détention prolongée.

« Cela peut durer le temps d'une instruction. De quelques jours à quelques semaines, à quelques mois, à un an ou plus. La détention préventive est trop souvent appliquée, estimant la plupart des observateurs. Elle n'est pas toujours justifiée par les circonstances réellement graves et exceptionnelles requises par le code, mais parfois par une certaine routine, par le manque de temps des juges d'instruction de peser tous les éléments. Ils n'ont souvent l'occasion d'interroger un suspect que tout à la fin du délai de vingt-quatre heures de garde à vue, tenus de décider alors, rapidement, de priver ou non un homme de liberté.

« Le temps de l'instruction passé, on change de murs si la détention préventive se prolonge. On passe à l'autre, cellulaire, à Saint-Gilles. Régime dur aussi, sans initiative interne, avec réduction des visites et cours par correspondance quand on le désire. Entretiens sociaux, visites de délégués d'associations de soutien moral aux détenus.

« Là, on attend le procès. D'abord à l'aile C, dans la cage aux lions, où les nouveaux venus sont mis en observa-

tion. Et puis, si tout va bien après, dans l'aile A, la moins dure, mais qui correspond encore aux quartiers durs des prisons d'attache.

« On y trouve, à Saint-Gilles, des militaires déserteurs, des étrangers en séjour illégal, ceux aussi qui, comme les témoins de Jéhova, refusent le service militaire et que l'on conduit chaque matin au ministère, où on les occupe dans les bureaux, la journée. »

### Prisons d'attache

« Un jour, la justice se prononce. Une peine tombe. On quitte Saint-Gilles et on se retrouve en province, dans une prison d'attache. A Tournai, pour les récidivistes. A Marneffe, pour les jeunes. A Nivelles, pour les intellectuels et les favorisés. C'est l'administration qui le décide.

« Art. 77. — Les détenus doivent obéir aux membres du personnel et exécuter tout ce que ceux-ci leur prescrivent pour le maintien de l'ordre et l'exécution des règlements.



La gendarmerie belge en action.

« Art. 79. — Sont interdits aux détenus les ventes, prêts, dons entre détenus, sauf autorisation du ministre, tous faits, paroles et gestes contraires à la décence, à la bienséance.

« Art. 82. — Les punitions sont la privation de travail, de lecture, de cantine, de visites, de correspondance et des autres faveurs accordées par le règlement, ainsi que le placement dans une cellule de punition (neuf jours maximum sans intervalle). (...) »

A la fin des années 70, après « la révolte des détenus de Louvain-centrale, en 1976, jusqu'au saccage de Saint-Léonard, à Liège, en 1979, l'administration pénitentiaire avait fini par accepter des essais de communautarisation. On laissait plus d'initiative aux directeurs, au personnel surveillant, même aux détenus. Il n'y a pas eu davantage de récidives pendant cette période.

« Aujourd'hui, l'heure est au renforcement de la sécurité des citoyens. Les juges professionnels et les jurés d'assises ont souvent la main plus lourde dans les cours et tribunaux. Le ministre de la Justice veut que les peines longues soient exécutées, mais admet aussi, dans le cadre de la réforme du Code pénal, qu'aux petites peines se substituent des sanctions d'une autre nature, différentes de la prison.

« Le renforcement de la sécurité des citoyens équivaut, en prison, au resserrement disciplinaire. Il y a eu trop d'évasions dans les prisons de Wallonie depuis trois ans. On a renforcé le régime à Arlon, à Namur, à Tournai, ailleurs.

« La politique des portes ouvertes dans les ailes de certaines prisons, où

vivent des condamnés à de longues peines, est en passe d'être sérieusement modifiée, et la tendance est au retour à la pratique des portes fermées. Prisonisoloir dans une cellule "dorée", avec radio-cassette et même télé. (...) »

« Une centaine de détenus de la prison de Mons nous écrivaient, il y a deux mois, pour exprimer leur écœurement face aux tueries du Brabant et pour nous dire aussi :

« " Dès 1983, une circulaire du ministre de la Justice a été transmise dans les prisons, portant de nouvelles mesures sur les libérations anticipées, stipulant que certaines de ces libérations devaient être reportées à une date ultérieure, sous peine d'être refusées systématiquement, lors de leur proposition. En aucun cas, la population carcérale ne veut être mise dans le même sac que ces incroyables tueurs de sang-froid. (...) Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes, nous les détenus, tribunaux des mesures et sanctions prises par la justice. " »

### La rigueur, toujours la rigueur !

« Le ministre de la Justice, Jean Gol, a parlé de cette circulaire dans son rapport de gestion, publié l'an dernier. Une plus grande rigueur a été décidée envers les auteurs d'actes de violence, dans l'appréciation des propositions de libération conditionnelle. Mais il précise aussi que des mesures de libération provisoire, en vue de grâce, ont été décidées pour certaines catégories de condamnés à de courtes peines. Les critères de non-exécution des peines ont été assouplis. On s'oriente dans le sens de la non-exécution des courtes peines, dont le caractère nocif est généralement admis.

« Dans ce rapport, le ministre précise aussi que le système des congés pénitentiaires a été assoupli (5 820 congés pénitentiaires en 1984, pendant lesquels douze détenus seulement ont commis un nouveau délit).

« Ces mesures, conjuguées à la construction d'une nouvelle prison en Flandre et à la réouverture récente de la prison de Jamioux, parviendront-elles à désengorger les prisons du pays ? La surpopulation des prisons est un des facteurs essentiels du manque de souplesse du régime de vie des détenus. (...) »

Allégeant des questions de sécurité, l'administration pénitentiaire diminue également les activités culturelles dans les taules. La caution morale, la légitimité données à ces mesures draconiennes ? Elles sont fournies par cette « insécurité publique ». Consensus alimenté, nous l'avons vu, par les exactions des tueurs du Brabant mais aussi par les battues organisées contre les C.C.C. et F.R.A.P. Et il est à parier que, plus que jamais, en France comme en Belgique, la tendance ne sera pas à l'allègement des prisons.

RELATIONS INTERNATIONALES  
(d'après « Le Soir »,  
quotidien national belge)

### ÉTATS-UNIS

## Grève à Watsonville

**L**A petite ville côtière de Watsonville, 23 000 habitants, à quelques centaines de kilomètres au sud de San Francisco, pays de Steinbeck, est considérée comme étant la capitale mondiale du légume surgelé, conditionnant plus de 40% de la masse des légumes surgelés aux Etats-Unis — principalement des brocolis, choux de Bruxelles, choux-fleurs et épinards.

Il s'y déroule une grève d'une ampleur particulière, l'une des plus dures dans cette branche d'activité depuis plus de trente ans puisqu'elle entre dans son cinquième mois. Son issue est d'importance pour toute l'industrie du conditionnement et touche à peu près 2 000 travailleurs (85% d'entre eux sont Chicanos et Mexicains, la grande majorité étant du personnel féminin).

Autre enjeu, celui des luttes internes qui agitent le syndicat tout puissant des transporteurs, aux côtés des patrons au cours de cette lutte.

Tout se déclencha le 9 septembre dernier quand les deux entreprises de la région, Watsonville Canning et Richard Shaw, annoncèrent des réductions de salaire de presque deux dollars par heure et du salaire d'embauche (qui passe à 4,75 dollars).

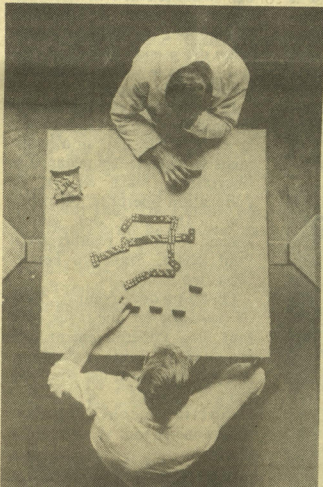
Les propriétaires des deux entreprises en grève déclarèrent qu'ils ne pouvaient s'aligner et rester compétitifs devant les autres entreprises de conditionnement. Et ce, malgré que le syndicat, en renégociant d'autres conventions avec cinq compagnies, ait proposé un salaire horaire de 7,06 dollars.

La grève a été marquée par plus de trois cents arrestations de grévistes, de sympathisants ou même de passants ! Un entrepôt fut incendié. Les grévistes pensent que cela a été fait dans le but de bénéficier de l'assurance, mais également de jeter le discrédit sur l'organisation syndicale.

Nombre de grévistes sont conscients, bien que les salaires et avantages aient été amputés de façon drastique, que le syndicat local a traîné la patte pour appeler à la grève et fut forcé pratiquement par la très grande majorité de la base à suivre le mouvement.

Nous reviendrons dans un prochain numéro du *Monde libertaire* sur cette lutte, en insistant notamment sur les divisions internes au syndicat et la remarquable organisation des grévistes.

Relations internationales  
(d'après *Industrial Worker*)





## CINÉMA

## « Eleni » et « L'Elu »

NICK Cage, personnage taciturne, est journaliste au *New York Times*. Après maintes demandes, il est enfin affecté comme correspondant en Grèce, son pays d'origine, où, trente ans plus tôt sa mère fut torturée puis exécutée pour avoir fait fuir ses enfants du village placé sous le joug des révolutionnaires. Afin d'exorciser ce souvenir, il se met à la recherche des responsables et des témoins, protagonistes de cette guerre civile qui, de 1940 à 1949, opposa monarchistes et communistes.

Dès lors les souvenirs remontent avec ces témoignages du passé, qui le feront retrouver l'assassin de sa mère, un chef de partisans tyrannique. Le film de Peter Yales pose alors deux intrigues parallèles, celle de nos jours du reporter et celle illustrant sa quête située trente ans auparavant. Leurs progressions se croisent grâce à un excellent montage et un scénario rigoureux issu des récits authentiques d'un journaliste.

L'histoire dénonce les persécutions, au-delà des étiquettes politiques, dont fut victime le peuple grec, à travers le récit du village de Lia et de cette femme Eleni dont le mari royaliste vit aux Etats-Unis. Astreinte à un rôle social d'humilité et de résignation, expropriée puis brimée à l'arrivée des communistes, elle fait

front pour sauver ses enfants, symbole de pureté dont elle transmet le message avant de mourir.

Ce drame social, venu d'un passé obsédant, doit sa force à une direction d'acteurs exceptionnelle. Les personnages, séparés par le temps, transmettent l'émotion, l'instinct d'un regard d'une tragédie qui les unit au-delà des années de souffrance. L'aboutissement de cette quête arrive naturellement avec ce message d'amour filial d'Eleni qui abolit l'exutoire de l'obsession haineuse en s'élevant en principe humanitaire.

A l'inverse, l'émotion est très contenue dans le film de Jeremy Kagan *L'Elu*. L'amitié difficile entre Danny, fils d'un rabbin chef d'une communauté juive très orthodoxe, et Reuven celui, juif également, d'un professeur influent très libéral dont les opinions s'opposent à celles du religieux.

Deux cultures radicalement différentes se rencontrent par le biais de leur amitié, ce qui amènera Danny, destiné à succéder à son père, à s'éloigner du dogmatisme de sa religion pour épancher sa curiosité envers un monde dont on le tenait à l'écart. Cette description d'un univers reclus où les traditions négligent souvent les sentiments personnels, exalte cet esprit de liberté individuelle, de tolérance face aux aspirations pro-

pres des êtres. A noter que le réalisateur est également présent sur les écrans avec l'excellent Natty Gann.

PHILIPPE GROLLEAU  
(« Flash-Back »)

« Flash-Back », sur Radio-Libertaire, de 17 h à 18 h 30, le mardi.



## MUSIQUE

## « Haine Brigade »

LES voyous de « Haine Brigade » (1) ne sont plus des inconnus depuis longtemps dans le mouvement anar! Né en 1981, « Haine Brigade » est un des groupes anarcho-punk français les plus dynamiques... et engagés!

Loin d'être simplement des « rebelles de spectacle », ceux de « Haine Brigade » sont de toutes les actions, toutes les fêtes de soutien, un tant soi peu anti-autoritaires! Ils sont, avec d'autres, à l'origine du journal *Kanai* (2) et se situent clairement par rapport à l'anarchisme : « *Aucun de nous ne croit au Grand Soir de la Révolution. Pour nous, l'anarchie est une façon de vivre quotidienne, les yeux grands ouverts sur la réalité, l'esprit critique toujours en alerte, même vis-à-vis de nos propres actes. Vivre l'anarchie, c'est combattre toutes les intolérances et ouvrir le plus possible d'espaces de créativité, de lutte!* ».

« Haine Brigade » vient de sortir (enfin!) une cassette regroupant plusieurs titres ravageurs (« Rock terroriste », antimilitaristes (« Ultime Récompense »), désabusés (« 1984 », « Solitude urbaine ») ou plein d'espoir (« If the kids are united »)... avec, en plus, pas mal d'humour! A écouter, et à faire découvrir autour de vous! Répandez-vous dans les maquis et chantez!

GIL

(1) Pour tous contacts : « Haine Brigade », c/o librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.

(2) « Kanai » est en vente à la librairie du Monde libertaire (8 F). Le n°7 va paraître très bientôt!

## THÉÂTRE

## « Le Président »

SI vous aimez les dîners de têtes (cervelles de président à la sauce gribiche), ne ratez pas *Le Président*!

Nommé pour douze ans, et ayant savouré avec madame, la « première gonzesse du pays », les cervelles de leurs prédécesseurs (la cervelle de l'expresidente était trop salée!), le président est saisi d'une folie destructrice : « *Un pouvoir qui ne serait plus une force de répression perdrait toute fascination* »...

Roger Lombardot et sa troupe de quatre comédiens s'amuse et nous amuse, avec des pastiches de Racine et de Cocteau, en conférant à la politique d'aujourd'hui la dérision qui la caractérise, dans un

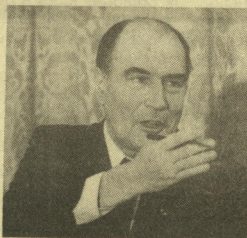
spectacle corrosif où tragédie et comédie perdent leur sens. « *Je suis la chair, et le peuple est le concept* », proclame le président. Les nominations de ministres? Un chambellan comme « Premier », un éphèbe chargé des troubles sociaux mais qui ne peut accéder à la rue (déserte) parce que la porte du Palais est fermée... Deux ministres alors qu'un gouvernement se doit d'en avoir vingt et un? « *Pourquoi vingt et un, alors qu'il n'y a que cinq continents et quatre points cardinaux? Les hommes sont d'une vanité!* ». Mais les mains à couper? Tyrannie oblige!

Comment diriger un Etat? Le tiérec, l'Amour, la Liberté, etc., à combiner! Vous gagnez

dans l'ordre ou dans le désordre.

FRANÇOISE TRAVELET

« *Le Président* », au Théâtre Marie-Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 75002 Paris. Location à la F.N.A.C. et au théâtre (tél. : 45.08.17.80). Jusqu'au 15 mars, à 18 h 30.



Tête de président à consommer avant le 16 mars!

## NOTE DE LECTURE

## « Zéro de conduite »

UN article sur le retour de l'éducation civique à l'école, un autre sur l'éducation non sexiste, sur la « Limace bleue », sur la « Ruche » de Sébastien Faure, sur la cinquième coordination nationale anti-symbiose, des notes de lecture, des infos diverses, le dernier projet du Cerise (Centre d'étude et de recherche sur l'innovation sociale et éducative)... ce n°12-13 de la revue *Zéro de Conduite* (1) est dans la

lignée des précédents : impertinent en diable.

*Zéro de Conduite*, en effet, c'est la revue des affreux qui crachent sur l'école laïque à la mode du retour de l'instruction civique et de la symbiose armée-école. Celle des horribles qui dégueulent sur l'école privée à la mode du fric, du patronat et des curés. Celle des incorrigibles forgerons de l'espoir qui se moquent de n'être pas dans l'air du temps et qui ne craignent pas

de passer pour des désuets en hurlant avec leur cœur et leurs tripes que l'école et l'éducation doivent avoir un seul but — un but obsessionnel : la liberté et l'épanouissement de l'enfant. Et comme c'est vraiment pas le genre qui prend des patins pour entrer dans le vif du sujet, leur revue vaut le détour!

Et puis, mais est-ce vraiment un hasard, *Zéro de Conduite* est la seule revue qui, non seulement se réclame des pédagogies libertaires, mais encore de l'éducation libertaire. Sa rubrique « Du côté des grands anciens » évoque régulièrement Paul Robin, Francisco Ferrer, Sébastien Faure...

On l'aura donc compris, *Zéro de Conduite* est une revue qu'il faut lire impérativement... à laquelle il faut s'abonner, envoyer des infos, des sous. Ah mais! Sérieux! C'est une chouette revue, pleine d'humour et tout et tout. Vous verrez!

J.-M. RAYNAUD

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 10 F.



« MAGAZINE  
LIBERTAIRE »  
N°8

« Les  
Droites »

Le n°8 du *Magazine libertaire*, édité par des militant(e)s de la Fédération anarchiste, est consacré « aux Droites », contexte pré-électoral oblige. Non que nos compagnons désirent peser dans vos balances, mais en manière lucide de prendre les devants... A chacun sa manière de cohabiter!

Au sommaire de ce numéro — qui d'un point de vue graphique n'a rien à envier aux autres : la droite, les droites sous toutes les coutures. D'abord le rôle social et le projet social (« Une droite peut en cacher une autre », de B. Lamizet), les fondements psychologiques et historiques ensuite (« Démarches et idéologies de la droite », de Cékatergero).

Deux dossiers de poids qui ont nécessité des heures et des jours de travail : « Le cas Hersant », copieux et synthétique (« de la collaboration à la concentration de titres ou un modèle d'arrivisme au royaume des requins »); et pour les studieux et les archivistes, une réalisation inédite (et utile) : un organigramme complet de l'extrême droite française, des origines (1882) à nos jours — mieux que la L.D.H., merci! —, avec notes, dates et commentaires. Du beau travail.

Pour assaisonner le tout : une étude claire sur le rapport libéraux-libertaires, une autre sur ceux du Vatican et du fascisme, un B.A.BA de la fonction du bouc émissaire dans la propagande raciste... En clôture, deux pages bibliographiques pour tout connaître sur les droites si ce numéro du *Magazine libertaire* (1) vous a mis le vinaigre à la bouche.

J.-C. MERCADER

(1) « Les droites (sans filtre) », « Magazine libertaire » n°8, en vente à la librairie du Monde libertaire (20 F) ou par abonnement (140 F pour deux ans).





## POITIERS Plus de points noirs sur la fréquence

**S**UITE au grand « boum » des radios libres, un certain nombre de radios se sont montées sur Poitiers : F.M.P. (liée au journal *la Nouvelle République*), Radio Chouette (liée à *Centre-Press*, un journal de Hersant), Radio Plus (bonne droite), Radio Pulsar (qui émet d'un lycée privé et est subventionnée par un curé [1]), R.P.O. (radio regroupant initialement un certain nombre d'associations, plutôt de « gôche ») et enfin Forum (née en 1977 grâce à l'appui de la mairie socialiste de Poitiers).

Ainsi fin avril 1984, le Collectif libertaire sollicite une heure ou plus d'antenne hebdomadaire sur R.P.O. qui émettait alors du Centre social de la Blaiserie (banlieue de Poitiers). Cette requête, de par le biais d'un certain nombre de connaissances et aussi du fait d'un manque d'effectifs chez R.P.O., se voit acceptée. Ainsi est née « Cactus », émission qui chatouille comme le disait un de ces animateurs.

L'émission à sa naissance manque de confiance, mais au fil des mois devient audible, à défaut de mieux, dans un premier temps. Parallèlement, R.P.O. s'essouffle : manque de matériel, envie d'un « plus » performant pour certains. L'idée germe d'un mariage avec Forum, radio autrement outillée et pour cause ! Celle-ci a commencé à pratiquer la publicité sur son antenne. Les associatifs tiquent un peu devant cette formule commerciale et Forum leur rend bien le clin d'œil, avec une attitude mi-figue mi-raisin au vu du manque d'expérience des animateurs de R.P.O. Associatif ne rime pas avec professionnalisme. Bon an, mal an, l'union est consommée en juillet 1984 et « Cactus » se retrouve sur la grille de cette nouvelle radio : Forum 90.

Le temps passe et au fil de celui-ci nous voyons la publicité se faire une place de plus en plus grande, il faut bien financer le professionnalisme qui progressivement s'installe.

« Les affaires sont les affaires ! » Les émissions de l'ex-R.P.O. disparaissent petit à petit par manque de place, essouffement des animateurs. La radio change de « look », le sport s'y taille la part belle et Forum 90 singe les radios nationales.

Bien ou mal (et plutôt bien d'après les auditeurs critiques), nous nous accrochons à notre émission. Mais voilà que l'émission qui « chatouille » ne fait plus rire un certain nombre de responsables de Forum 90. Il y a une quinzaine de jours, un animateur de « Cactus » se fait interpeller par ces mêmes responsables. « On » lui signifie que notre émission était devenue, de par son caractère politique, un « réel problème » : « Il est difficile, pour nous, de donner à tous les partis politiques (sic) le même temps d'antenne qu'à vous. »

L'équipe de « Cactus » demande une entrevue pour connaître les raisons de notre éviction, puisque nous voilà de fait congédiés. Rendez-vous est pris et là, à notre surprise, loin de nous attaquer sur le caractère politique, nous voici devenus des nuis de la radios ne s'étant pas posé le problème du pourquoi et du comment d'une émission, du dialogue que celle-ci doit instaurer.

On nous reproche, à propos d'une émission sur la guerre d'Espagne, de ne pas avoir invité les communistes alors que nous dénoncions leurs manœuvres durant la révolution. Autre reproche : avoir un peu trop durement épinglé M. Léotard, leader de l'U.D.F. Ce discours nous étant servi, pour la petite histoire, par le directeur de Forum 90, ancien journaliste de *Rouge* (les temps changent !).

En bref, soyez anarchistes mais ne le faites pas savoir ! Je vous passe le couplet : « Nous ne sommes plus une radio libre-service et votre émission pourrait nous empêcher de voir aux yeux de l'auditeur "imbécile" qui, par mégarde, ouvrirait son poste au moment de votre émission ». Le coquin n'a pas voulu reconnaître l'implication directe des élections (pourtant évoquée la première fois) dans notre limogeage. Ainsi voilà une radio de plus à rejoindre le troupeau, déjà dense, des radios dites libres où la différence ne peut s'exprimer que lorsqu'il s'agit de simple nuance !

CHRISTINE  
(Gr. Berkman)

(1) Lequel n'avait pas apprécié qu'un de ses animateurs invite les anarchistes sur « son » antenne.

## Un artiste de rue agressé par la police

**J**EAN-MARC LE BIHAN a été appréhendé samedi 22 février à Lyon, place de la République, pour avoir osé chanter dans les rues. Il est resté, avec un ami qui était sur place, 2 h au commissariat de la rue de la Charité (!) après un tabassage en règle : ecchymoses, contusions, etc.

Il a commencé une grève de la faim pour faire abroger le décret qui interdit « toutes les expressions verbales dans la rue » à Lyon. Jean-Marc Le Bihan et l'ami qui a subi le même sort que lui ont porté plainte par principe contre les policiers qui les ont tabassés. Pour les soutenir, on peut contacter : Dorey, 35, rue Jacquart, 69600 Oullins.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

## « Gay... gay... tuons-nous » de Tanugi

**D**ES personnes sont bloquées dans un hôtel à la suite d'une tempête de neige, et tout bascule... Ce qui n'aurait dû être qu'un paisible séminaire d'entreprise se transforme en drame. Si le thème du huis-clos a souvent été utilisé dans le roman à énigme, avec *Gay... gay... tuons-nous* (1) il entre dans le roman noir.

Gilbert Tanugi ne s'amuse pas à empiler les cadavres. Les armes et la violence brute ne semblent pas l'intéresser. Il préfère démontrer les événements qui peuvent amener des gens ordinaires jusqu'aux colonnes des faits divers des journaux. Dans un roman précédent, *Autopsy*, Tanugi abordait déjà le problème de la psychose avec ce que certains appellent la légitime défense. Dans ce livre-ci, c'est un mal qui fait trembler le monde : le S.I.D.A.

Tanugi restitue parfaitement l'hystérie collective qui entoure cette nouvelle peste. Il est facile pour des gens « normaux » d'isoler un homosexuel, par le simple soupçon à l'égard de sa différence. Pour cela tous les moyens sont bons ! Gais... gais... tuons-nous !

OLIVIER  
(Gr. Florès-Magon)

(1) Tanugi, « Gay... gay... tuons-nous », Engrenage n°122.



## Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 6 mars

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le piano.  
« Emission spéciale » (14 h à 15 h 30) : Nelly, femmes libres dans l'Espagne révolutionnaire.  
« Enlirez-vous » (15 h 30 à 17 h 30) : émission anniversaire, « Spécial érotisme ».  
« Si vis pacem » (18 h 30 à 20 h 30) : Gaston Ferrière, psychiatre, pacifiste, figure du mouvement surréaliste.

Vendredi 7 mars

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos et revue de presse.  
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : la Chine, rêve ou réalité ?  
« Jouissance » (12 h à 14 h) : Dominique Lesieur, astro-physicien, « L'Etoile aux neuf planètes ».  
« Texticules » (14 h à 15 h 30) : des nouvelles, des histoires courtes mais bonnes...  
« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : dialogue avec Denis Langlois.  
« Sens interdit » (17 h à 18 h) : la santé publique, hier, aujourd'hui, demain.  
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : Jean-Pierre Willem, de Médecins sans frontières, présente son livre « Et la faim, docteur ? ».  
« Regard sur... » (21 h à 22 h 30) : militer, pourquoi et comment ? (émission mensuelle du gr. Malatesta).

Samedi 8 mars

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : les mineurs britanniques ; le syndicalisme au féminin.  
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : Fabienne Elkoubi, Fabienne Pralon, Elsa Corteau : trois chanteuses. Serait-on le 8 mars ?

Dimanche 9 mars

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : une heure de musique irlandaise à l'occasion de la prochaine fête nationale et des concerts qui vont avoir lieu. Une autre sur la cornemuse du nord de l'Angleterre (New Castle), le Northumberland pipe avec Tanguy Allain.

Lundi 10 mars

« Le passe-temps des dames et des demoiselles » (10 h à 12 h) : psycho-cul au féminin...

Mardi 11 mars

« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : débat théorique sur l'économie politique ; les licenciements dans les banques.

Mercredi 12 mars

« Allons z'enfants, etc. » (17 h à 18 h) : actualité de l'anti-militarisme et de l'antipatriotisme...

## « Stratégie pour deux jambons » et « Enfantillages »

**R**AYMOND COUSSE, pour décrire le monde, trouve des points de vue originaux... Le point de vue d'un enfant qui regarde à travers le trou d'une serrure, y voit la sœur de son copain Marcel qui se déshabille et qui a « une grosse bête pleine de poils entre les jambes », sans compter que quelque fois il y a le commis boucher qui y vient et qui se déshabille lui aussi... et puis il y a l'école (quand l'instituteur lui demande pourquoi il y va, il ne sait pas) et le curé, qui a réponse à toutes les questions...

La vérité sort de la bouche des enfants, c'est bien connu, car ils sont innocents ! Mais n'allez pas croire que Raymond Cousse est innocent, il serait plutôt obsédé : la viande, le sexe, la politique, la religion, la mort sont autant de sujets dont visiblement il aime particulièrement bien parler. Et il en parle d'ailleurs fort bien — ceci n'est pas un « scoop » —, beaucoup déjà ont remarqué la qualité de son écriture.

En effet, il s'agit là de deux reprises et Raymond Cousse y

interprète toujours le rôle de l'enfant d'*Enfantillages* et celui du cochon de *Stratégie pour deux jambons*. Tout cela n'est pas triste, et ceux qui n'auraient pas encore eu l'occasion d'entendre les méditations d'un cochon à la vieille de l'abbatage peuvent actuellement aller découvrir une histoire fort édifiante !

Figurez-vous que l'histoire du cochon, c'est l'histoire de la dialectique du porcher et du cochon. Mais oui ! Et tout cela est tout à fait matérialiste... Le verrat se sait voué à l'abbatage, déjà goret il a pris conscience de l'aliénation terrible de son existence... Et il s'est résigné. A la lutte, il a préféré le compromis, la flexibilité... aux revendications du syndicat des cochons ses intérêts matériels immédiats, en attendant l'abbatage. Un spectacle ironique donc, se clôturant même par un joyeux délire : l'abbatage. Un morceau de bravoure...

G.L.

Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup> (tél. : 45.44.57.34). Tous les jours à 19 h, en alternance, jusqu'au 29 mars.



## Abrégé de l'immigration depuis 1981

**D**EPUIS plusieurs semaines déjà, nous avons publié dans nos colonnes plusieurs bilans sur la gauche au pouvoir. Il nous a semblé important, d'une part de faire le point de la situation à la veille de nouvelles élections et d'autre part de voir ce que sont devenus nos « chevaux de bataille » en affinant une analyse de cette évolution.

**E**N période d'expansion ou en période de reconstruction (après-guerre), les pays industrialisés ont toujours eu besoin de main-d'œuvre immigrée. C'est-à-dire d'une main-d'œuvre peu qualifiée et sous-payée. Pour cela, certaines entreprises allaient même jusqu'à faire des expéditions pour chercher de la main-d'œuvre directement sur place et la ramener clandestinement (Citroën, par exemple) comme au temps de l'esclavage.

En 1962, après la libération de l'Algérie, on aurait pu s'attendre à un ralentissement de l'immigration, mais ce fut le contraire et le F.L.N. encouragea même les départs. A cette époque les travailleurs immigrés permirent la fabrication d'à peu près 25% des kilomètres d'autoroutes, des H.L.M. et des automobiles dont la société avait besoin.

Et puis vint la crise...

Les boîtes qui ferment, le chômage qui s'amplifie. Les imbéciles ne trouvent comme solution que celle d'envoyer les immigrés dehors. Les actes racistes, les ratonnades se multiplient. Ce sont les premières mesures gouvernementales contre les immigrés : les lois Bonnet-Stoléru. Les immigrés clandestins sont parqués dans des centres en attendant l'expulsion (la prison d'Aranc, à Marseille, par exemple). Dans la presse, dans l'opinion publique, on parle de quotas, il y aurait même un seuil de tolérance à ne pas dépasser, dit-on chez les gens bien-pensants. Le Parti communiste français y va même de sa contribution en envoyant ses bulldozers contre des Sénégalais à Ivry.

### La gauche au pouvoir

Et puis 1981 arrive, la gauche au pouvoir et des espoirs pour certains ; on entend même parler de droit de vote pour les immigrés... Les six premiers mois d'euphorie passés, il faut bien voir les choses en face. Changer les hommes à la tête d'un quelconque Etat ne change rien, les structures oppressives et économiques restent les mêmes.

Pendant ce temps, la droite qui ne se remet pas d'avoir perdu les rênes du pouvoir se muscle. L'extrême droite, sentant un vent favorable, relève la tête et se développe sur le terrain du racisme et de l'insécurité. Le racisme devient un leitmotiv, les idées de Le Pen sont reprises avec plus ou moins de nuances par les médias et l'ensemble de la classe politique : « *Le Pen pose les vrais problèmes* », disent-ils.

Puis éclatent les grèves dans l'automobile à Citroën-Aulnay et à Renault-Flins, Mauroy qui n'en loupe pas une déclare : « *Les travailleurs immigrés en grève sont manipulés par les chiïtes* » ; avant de dire de telles inepties, il aurait pu se renseigner, parce que les chiïtes sont très peu implantés dans le milieu musulman en France. Et puis, fin du fin, il dit : « *Les préoccupations des immigrés ne font pas partie des réalités françaises* » ; tout en finesse le gros Mauroy !

Pendant les législatives, on a vu les socialistes surenchérir en matière de

Nous n'oublions pas pour autant que gauche au pouvoir rime souvent avec montée de la droite et du fascisme. Il ne saurait être question de mettre en concurrence un gouvernement socialiste avec un gouvernement de droite, mais bien plutôt de lancer les bases d'une analyse actuelle.

Car c'est par cette analyse que nous arriverons à

répression anti-immigrés, quelques alliances contre-nature ont même pu se faire dans certaines villes. A Dreux et Aulnay, le Front national s'implante, mais il peut remercier le gouvernement socialiste qui banalise le racisme.

### Les mesures gouvernementales

Sous couvert de protection des immigrés, des mesures contre les clandestins sont prises. Les frontières sont fermées : « *Nous sommes moins laxistes aux frontières que vous ne l'avez été* », déclare M. Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés. La chasse au faciès est ouverte, une nouvelle carte de séjour est instituée, permettant un fichage direct. Chaque immigré devient suspect de clandestinité.

Prétextant l'amélioration des conditions de vie des immigrés installés en France, l'Etat empêche les nouveaux regroupements familiaux. Les immigrés devront rester seuls avec tout ce que cela peut impliquer de misère sociale et affectives.

Les camps de rétention, qui avaient été fermés sous Giscard, suite à une importante mobilisation, sont réouverts. Les immigrés en situation irrégulière sont parqués dans l'attente de leurs renvois (Toulouse, Marseille...).



### Marcheurs pour l'égalité

Pendant ce temps, le Front national continue son ascension. Durant l'été 1983, ont lieu plusieurs assassinats à caractère nettement raciste. En réaction, le mouvement antiraciste se structure, une marche unitaire est mise en branle : des quatre coins de France, le 15 octobre, partent des marcheurs pour l'égalité ; « *Vivons ensemble avec nos différences* », disent-ils. A l'arrivée des marcheurs, le 3 décembre, à Paris, il y a près de 80 000 personnes pour les accompagner.

Le soir, une délégation des marcheurs est reçue par Mitterrand, celui-ci réprime les immigrés d'un côté et se montre antiraciste de l'autre. Cette marche, bien qu'un peu trop floue a au moins le mérite de permettre l'éclosion de comités antiracistes un peu partout sur le territoire.

### Talbot

Peu après la marche des Beurs, un conflit éclate. Après avoir licencié dans les charbonnages, dans les chantiers navals et la sidérurgie, la gauche montre qu'elle peut faire comme la droite, et le gouvernement donne son aval à P.S.A. qui veut licencier pour remplacer les O.S. par des robots. Les premiers touchés par ces licenciements sont les immigrés évidemment, qu'on a toujours cantonné dans les emplois d'O.S.

Le conflit est violent, des heurts ont lieu entre O.S. et maîtrise syndiquée à la C.S.L. (et soutenue par le P.F.N.). Des coups de feu sont tirés. En fin de conflit, il y a quand même 1 900 licenciements, accompagnés de stages de formation qui s'avèrent inutiles. Mais cette fois, il y a un fait nouveau : les O.S. demandent vingt « briques » pour rentrer chez eux. Stoléru, sous Giscard, ne proposait que 10 000 F.

Cette revendication peut trouver son explication dans le fait que les immigrés sont les plus touchés par la crise et par le chômage. Avec maintenant le racisme institutionnalisé et celui de Le Pen, une frange de l'immigration n'aspire plus qu'à retourner dans son pays, même si cela relève plus du mythe que de la réalité.

Le gouvernement ne dit pas non et, même si on n'en parle plus aujourd'hui, il faut savoir que 40 000 immigrés (en comptant la famille et non le seul travailleur) ont profité de l'aide au retour, représentant 10% de moins dans les effectifs de l'industrie et coûtant moins chers que le paiement des allocations chômage et autres.

### Deuxième marche et petite main

Fin 1984, une nouvelle marche des Beurs a lieu, « marche » c'est vite dit puisqu'elle a lieu en mobylettes. Les slogans ne sont plus les mêmes que l'an passé, les relations avec le gouvernement sont remises en cause ainsi que l'attitude de certains mouvements antiracistes.

dégager de nouveaux axes de lutte et c'est cela même que nous vous proposons d'aborder le 16 mars à l'A.G.E.C.A., à Paris (1). Les profonds changements de société ne passent pas par les élections, aussi organisons dès maintenant la lutte.

### LE COMITÉ DE RÉDACTION

(1) Voir p.2 la liste des meetings organisés dans toute la France.

Cette « marche » (Convergence 84) ne veut surtout pas s'allier avec le gouvernement et le Parti socialiste, d'autre part ce n'est pas une marche pour l'égalité en tant que telle mais plutôt pour être reconnu comme Beur, comme immigré.

Sur les lieux du rassemblement parisien de Convergence, apparaissent des badges jaune en forme de main, « *Touche pas à mon pote* ». Ce sont les pémoins d'un mouvement presque aux antipodes de Convergence 84. Si Convergence voulait



Touche pas à mon pote ou touche pas au P.S. ?

se battre pour obtenir une reconnaissance physique et culturelle des immigrés, S.O.S.-Racisme veut noyer le particularisme dans un antiracisme le plus large possible, s'alliant avec qui veut bien être de son combat. De droite à gauche, c'est à qui portera la p'tite main ; seul Le Pen et sa clique ne peuvent y adhérer, et c'est heureux.

S.O.S.-Racisme mobilise les lycéens et les jeunes, mais sans objectifs véritables, pas d'actions directes contre le Front national et encore moins de remise en cause de la politique anti-immigrés du gouvernement. Les seules propositions d'actions sont des concerts dont le plus important, à Paris, place de la Concorde, rassemble 300 000 personnes en juin 1985.

Les groupes d'immigrés, les mouvements antiracistes se trouvent alors confrontés à un véritable problème : soit adhérer à S.O.S.-Racisme et se trouver noyer, ne plus avoir la possibilité d'action propre, ou bien s'en démarquer, mais ne plus paraître crédible aux yeux de l'opinion publique.

Voilà en quoi a servi S.O.S.-Racisme : faire taire le mouvement antiraciste et rassembler un large mouvement contre Le Pen, sans action à mener si ce n'est les législatives de 1986, et voter P.S. pour contrer Le Pen. En décembre dernier, deux marches traversaient la France : symbole des problèmes qui secouent le mouvement.

Aujourd'hui donc, les immigrés et les jeunes de la deuxième génération sont confrontés aux mesures racistes du gouvernement, ainsi qu'à la clique de Le Pen. Dans le même temps et suite à diverses magouilles, le mouvement antiraciste est moribond. Il est plus que souhaitable de le voir renaître. Ce n'est qu'avec un mouvement antiraciste, un mouvement des immigrés, autonome, sans la mainmise d'un quelconque parti ou d'une quelconque église qu'on pourra faire disparaître les racistes de tout poil.

JEAN-PIERRE, VIRGINIE,  
DANIEL (Gr. de Rouen)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.